

el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE : 3 F - MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

JUIN-JUILLET-AOUT 1980 - N° 10

Algérie

Pour résister à l'exploitation capitaliste,
pour libérer tous les camarades détenus,
pour arracher les droits de grève,
d'expression, de réunion et d'association,



UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE DE CLASSE !

L'approfondissement de la crise économique et sociale du capitalisme ne peut signifier pour la classe ouvrière et les masses exploitées que l'aggravation de leur situation déjà précaire. Les conditions de vie et de travail qui deviennent chaque jour plus insupportables ne peuvent et ne pourront que susciter encore plus demain des *réactions de défense ouvrière*.

La bourgeoisie a beau faire de grands discours, la lutte de classe est avant tout déterminée par le développement des contradictions matérielles du capitalisme. La contradiction la plus criante est celle qui fait que la misère dans laquelle sont plongées les masses laborieuses s'accroît au moment même où, à l'autre pôle de la société, les richesses s'accumulent dans les mains des classes possédantes, classes parasitaires par excellence.

(suite p. 3)

SOMMAIRE

EN LANGUE FRANÇAISE :

Immigration: Comment riposter à l'offensive anti-immigrés; la menace qui pèse sur les travailleurs algériens concerne toute la classe ouvrière.

Maghreb: l'"ouverture" politique en Tunisie; sur le référendum au Maroc.

International: Le puissant éveil du prolétariat brésilien; Afrique du Sud; pays de l'Est.

Fiche historique: Ce que sont les "frères musulmans".

Théorie: Qu'est-ce que le communisme ?

Politique: Sur le PAGS; l'"opposition" algérienne face aux événements d'Algérie.

EN LANGUE ARABE :

En mémoire du prolétariat de Tall-el-Zaâtar; lettre d'Algérie.

EN MARGE DU CONGRES EXTRAORDINAIRE DU FLN

**La bourgeoisie concentre ses pouvoirs pour mieux régner,
la classe ouvrière doit concentrer ses forces pour mieux lutter. p. 5**

LETTRE D'ALGERIE

(...) La raison qui m'a poussé à vous écrire et à vous donner quelques informations sur ce qui se passe dans ce pays dans lequel 1 million et demi de chouhadas se sont sacrifiés pour le livrer finalement à une bande de corrompus, de dilapidateurs des deniers publics, c'est la farce de la tenue du congrès extraordinaire du FLN qui ne diffère en rien dans la réalité des autres congrès qui ont eu lieu.

(...) La situation sociale des travailleurs et autres forces sociales du pays est DRAMATIQUE.

Une minorité de gens vivent dans l'opulence alors que la majorité baigne dans la misère et l'ignorance de ce qui se passe dans le pays.

Je pense personnellement qu'il n'y a aucun espoir à attendre un miracle de ce congrès que je qualifie de farce pour le peuple algérien, car pour ma part la seule solution c'est la VIOLENCE pour que le peuple retrouve sa dignité qui est bafouée par ces Messieurs du gouvernement et du FLN.

La situation de l'habitat, du transport, de l'économie est grave. Pendant que certains, vous les connaissez parfaitement, congruissent avec des milliards des villas et des industries, roulement avec des voitures superbes, la masse des travailleurs n'a même pas de bus pour se rendre au travail.

(...) Il faut rappeler que les événements de Tizi-Ouzou et d'Alger ne sont pas dus à un problème de langue, mais surtout à des problèmes SOCIAUX.

(...) Il faut reconnaître que le peuple est las de voir les problèmes s'aggraver pendant que les autres messieurs du gouvernement, du parti, de l'armée mènent une vie de ROIS et demandent aux travailleurs de doubler d'efforts dans le travail.

Le peuple a compris et constaté que la corruption a atteint un niveau élevé dans la hiérarchie et c'est la raison pour laquelle il s'est DEMOBILISE.

Personnellement je suis syndiqué à l'entreprise où je travaille et croyez-moi les responsables nous font mener la vie dure quand il s'agit de résoudre les problèmes des travailleurs. Les commissions sont piétinées. Les

responsables que ce soit au niveau de la direction, de la tutelle, de la fédération, du parti ne réagissent même pas aux PV signalant les anomalies et les empêchements de la direction.

(...) Franchement, la solution dans tout cela c'est la violence comme au temps de la guerre de libération nationale. Ni plus ni moins. En Algérie, il y a tous les méfaits. Abus de pouvoir, corruption, malversations, injustice et bien d'autres encore(...)

(...) La situation, par exemple, des veuves et fils de chouhadas, n'a jamais été réglée. Dans une wilaya seulement il y a, c'est El Moudjahid qui le dit, plus de 50 000 dossiers en souffrance. Ceci démontre que les responsables politiques à tous les niveaux bien entendu, ont souillé la mémoire de nos glorieux martyrs. Des veuves de chouhadas qui n'ont pas touché un sou depuis l'indépendance. C'est vraiment une honte. Alors que des traîtres vivent et dirigent le pays, c'est bien normal que des dossiers traînent (...)

Un lecteur algérien.

Nous nous félicitons de l'enthousiasme qui ressort de ta lettre mais nous tenons à relever brièvement certains points qui nous paraissent avoir besoin d'éclaircissements en attendant d'y consacrer des articles dans la mesure où il s'agit de problèmes généraux qui se posent à un grand nombre de jeunes travailleurs s'éveillant aux questions politiques.

1) Beaucoup de travailleurs emploient comme toi le terme de "peuple" pour désigner en fait les masses exploitées (ouvriers, paysans pauvres, semi-prolétaires). Or la bourgeoisie utilise le même concept pour cacher la division de la société en classes antagoniques. Il est donc plus juste pour nous de laisser ce terme à l'emploi exclusif des bourgeois et qu'on se tienne seulement aux concepts qui rendent compte de la REALITE DE CLASSES (prolétariat, bourgeoisie, petite-bourgeoisie, etc)

2) Nous sommes d'accord avec toi pour dire qu'on ne pourra en finir avec l'exploitation et l'oppression capitalistes et donc avec la bourgeoisie et son Etat qu'en employant la VIOLENCE. Mais ce sera quelque chose de différent par rapport au mouvement de libération nationale. Celui-ci se présente comme un front démocratique de plusieurs classes sociales. Ce sont les masses qui se sont sacrifiées mais ce sont les bourgeois et les petit-bourgeois qui ont dirigé et qui en ont profité. Le mouvement pour lequel nous luttons aujourd'hui sera internationaliste et international. Il sera fondé sur le combat de la classe ouvrière qui, en s'organisant autour de son parti de classe, entraînera derrière elle la paysannerie pauvre et les jeunes opprimés.

Le manque de place nous empêche de nous étendre sur ces questions. Nous y reviendrons. A nos lecteurs de nous écrire à ce sujet s'ils ont besoin de discuter de tout cela avec nous.

EL-OUAMAMI

brochure "LE PROLETAIRE"

SOLIDARITE PROLETARIENNE
CONTRE
CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Introduction.

1. Capitalisme et immigration.
2. L'offensive bourgeoise contre les travailleurs immigrés.
3. La signification de classe de la lutte contre le contrôle de l'immigration et pour l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés.
4. La politique criminelle du réformisme social-chauvin.
5. Les impasses du gauchisme et de l'anti-impérialisme démocratique.
6. Les travailleurs immigrés sur le chemin de la reprise de la lutte de classe.

Annexes.

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

SUPPLEMENT AU PROLETAIRE N° 346

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Editions Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

UNE SEULE SOLUTION : LA LUTTE DE CLASSE !

(suite de la p. 1)

Face au danger potentiel que constitue l'émersion des luttes sociales pour l'Ordre capitaliste, la bourgeoisie ne peut évidemment répondre qu'en *blindant* chaque jour davantage son appareil d'Etat et en *accentuant* la pression politique et physique qu'elle fait peser sur le prolétariat et les masses exploitées.

Les grèves, les manifestations et les émeutes qui se sont déroulées récemment en Algérie ont montré clairement comment les masses ont profité de la brèche ouverte par l'agitation étudiante partie de Tizi-Ouzou pour descendre dans la rue exprimer leur colère nourrie par un mécontentement social qui va grandissant et poser les problèmes auxquels elles s'affrontent quotidiennement, notamment celui de l'interdiction par l'Etat bourgeois de toute *liberté de mouvement*, aussi bien pour les travailleurs, que pour les jeunes lycéens et étudiants.

La brutalité avec laquelle les forces de l'ordre sont intervenues dès le début contre les manifestations étudiantes s'explique par le fait que la bourgeoisie voulait à tout prix éviter que le mouvement ne s'étende aux ouvriers des villes et aux paysans pauvres. Dès que ces derniers se sont mis à leur tour à bouger, l'Etat bourgeois a vite senti le danger social que peut représenter l'entrée en scène massive de la classe ouvrière. Son acharnement a redoublé. Des renforts ont été envoyés sur place. L'usine de la SONELEC et l'hôpital de Tizi ont été investis par les CNS. L'objectif de l'Etat bourgeois est d'arriver à intimider l'ensemble de la classe ouvrière et des masses exploitées. Pour les dissuader d'empoigner les armes de la *lutte de classe directe*.

C'est pourquoi, vouloir lutter contre la répression qui sévit en Algérie sur le terrain de la "démocratie en général" et des forces inter-classistes ou pluri-classistes ne peut déboucher dans le meilleur des cas que sur une impasse. La dictature qui sévit en Algérie n'est pas une "dictature en général", pour la bonne raison qu'il n'a jamais existé et il n'existera jamais de "dictature en général", mais toujours - tant que l'Etat subsiste - une *dictature de classe*. En Algérie, comme dans tous les pays aujourd'hui, la classe ouvrière doit faire face à la *dictature de la bourgeoisie*.

Dans ces conditions, il est criminel de faire croire aux travailleurs que dans la lutte contre la répression bourgeoise et pour arracher les libertés politiques et syndicales ils peuvent compter sur des forces bourgeoises, semi-bourgeoises, petites-bourgeoises, sous prétexte qu'en Algérie, le régime politique repose sur l'intervention directe de l'ANP dans les rouages de la machine étatique et sur le "Parti unique". Mais l'appareil hiérarchique de l'ANP n'est-il pas au service de la bourgeoisie ? N'est-il pas composé de bourgeois ? Est-il besoin de rappeler qu'il est vraiment rarissime de voir un officier supérieur de l'ANP qui ne soit *en même temps* un capitaliste ? Et le FLN, ne défend-il pas les intérêts de la bourgeoisie ?

Il s'ensuit que les classes sociales qui sont réellement intéressées par la lutte contre la répression bourgeoise sont principalement la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, en passant bien sûr par les larges couches semi-prolétariennes. La *lutte pour libérer tous les camarades qui sont détenus, pour arracher les droits de grève, d'expression, de réunion et d'organisation, se présente par conséquent comme un combat pour défendre les conditions de la lutte prolétarienne, inséparable*

de la lutte pour résister à l'exploitation capitaliste.

Cette lutte doit donc être menée sur le terrain de la *lutte prolétarienne* et non pas avec le marais démocratique et inter-classiste. Cette lutte doit revendiquer les *méthodes de classe* qui font sentir en faveur des ouvriers la force que le capitalisme leur donne malgré lui et qui réside notamment dans leur nombre et leur concentration, et non pas dans les méthodes couardes, veules et impuissantes constamment agitées par les courants démocratiques petits-bourgeois (lettres, pétitions, délégations, etc).

Certes, la lutte pour défendre les enfants du mouvement social qui sont jetés dans les geôles de la bourgeoisie ne peut exclure l'utilisation des pratiques juridiques qui ne peuvent pas sortir en elles-mêmes du terrain bourgeois, comme par exemple le recours à des avocats ou même, parfois, la négation devant les tribunaux des faits reprochés. Mais cela ne peut et ne doit jamais faire l'objet de propagande ou d'agitation de la part des communistes révolutionnaires, pour la bonne raison que ceux-ci combattent justement l'illusion mortelle qu'entretiennent les bourgeois parmi les masses exploitées suivant laquelle il peut y avoir, dans le cadre du capitalisme, un procès "loyal" qui serait l'acte d'une "justice souveraine au-dessus des classes" et non un épisode de la guerre sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat.

La détermination avec laquelle les ouvriers de la SONELEC et de l'hôpital de Tizi se sont battus contre les forces de répression, la *solidarité de classe active* qu'ils ont manifestée pour tous ceux qui se sont retrouvés dans les griffes de la bourgeoisie, les méthodes qu'ils ont mises en avant pour faire pression sur les autorités, notamment la grève illimitée avec piquets, l'établissement de barricades et la tentative d'organiser une auto-défense réelle face aux CNS, ce sont là des faits qui augurent bien de l'éveil du prolétariat. C'est un encouragement à prendre le chemin de la *lutte de classe* contre la bourgeoisie, son Etat et ses larbins de l'UGTA et de l'UNJA.

Il appartient à tous les travailleurs qui veulent se battre pour leur classe de répercuter autour d'eux ces exemples vivants. Si la bourgeoisie a réussi à rétablir l'ordre, ce n'est que momentanément. Les explosions de colère sociale qui se dessinent à l'horizon seront plus fortes encore. Qu'on se prépare pour en tirer le maximum ! Que tous les groupes de travailleurs en lutte prennent contact entre eux par-dessus les barrières de catégories, de localités ou de régions, pour s'organiser en dehors de l'influence des structures parachutées par l'Etat bourgeois pour tenter de nous embrigader.

Oui ! Il est possible d'opposer à la force de la bourgeoisie la *force unie des travailleurs*, à la centralisation bureaucratique et militaire de l'Etat bourgeois, l'*organisation indépendante du prolétariat sur la base de ses intérêts de classe propres* !

Tout en accordant la plus grande importance à la lutte pour tel ou tel aspect économique, social ou politique, les militants ouvriers d'avant-garde doivent dépasser l'horizon de la lutte partielle pour se placer sur le terrain de l'*affrontement général* avec l'Etat bourgeois. Pour cela, ils doivent empoigner l'arme irremplaçable de la lutte de classe, le *marxisme révolutionnaire*, doctrine des conditions de l'émancipation du prolétariat, en renforçant le parti de classe révolutionnaire international.

Comment riposter efficacement à l'offensive anti-immigrés

Poussée par la crise économique, la bourgeoisie impérialiste française multiplie ses attaques contre la classe ouvrière. Les coups les plus durs sont portés à la partie la plus vulnérable de la classe : les travailleurs immigrés.

La situation de l'immigration devient chaque jour plus grave, les conditions de vie et de travail qui lui sont imposées de plus en plus précaires (plus de 40 000 chômeurs algériens par exemple). Les travailleurs immigrés, qui sont employés dans les travaux les plus durs, sont sous-payés (en moyenne le salaire d'un travailleur immigré est inférieur de 17% à celui d'un travailleur français). La plupart d'entre eux sont logés dans des conditions inhumaines (cités de transit, foyers, hôtels), avec des loyers exorbitants (300 à 450 F. pour des chambres de 6m2). Les expulsions se multiplient (en viron 6000 par an), sans parler des milliers de refoulements-expulsions de travailleurs sans-papiers.

Cette situation d'infériorité sociale, aggravée par le contrôle de l'immigration, est renforcée par la propagande chauvine et la campagne raciste de la bourgeoisie qui s'appuient sur la tradition de domination impérialiste française. Ce n'est pas un hasard si dans la période de crise actuelle on assiste à la recrudescence d'attentats racistes contre les travailleurs et les jeunes immigrés (Lille, Strasbourg, Valenton, Vitry, Bondy, Evreux, etc.). A cela s'ajoutent les lois Barre-Bonnet-Stoléru-d'Ornano, qui ne font que légaliser l'état d'exception dans lequel se trouve la partie immigrée de la classe ouvrière.

Cette situation insupportable a engendré de nombreuses luttes exemplaires. Parmi les plus récentes :

- Celle des travailleurs des foyers qui se battent depuis 6 ans contre l'oppression policière dans les foyers et les loyers exorbitants, qui ont su s'organiser en comités de résidents et Comité de Coordination par dessus les barrières de nationalité, indépendamment des gérants, des Amicales et des appareils syndicaux.
- la lutte des travailleurs turcs clandestins et sans-papiers qui, malgré un encadrement total par l'appareil CFDT, ont montré une grande combativité pour tenter de sortir de leur situation extrêmement précaire.
- dernièrement, la lutte des nettoyeurs du métro, là aussi malgré le contrôle des bonzes CFDT,

a montré un grand enthousiasme et a réussi à surmonter la division en 12 entreprises différentes et entre nationalités : résultat très précieux pour les luttes futures.

- en province également, des luttes sont menées : mouvement des sans-papiers (St. Etienne, Bordeaux, etc), riposte aux expulsions de familles (Lille...), tentatives d'organisation et d'auto-défense contre les attentats racistes (Strasbourg), etc.
- dans les pays d'origine aussi, les tensions sont vives avec les effets de la crise et le retour des émigrés, bien souvent sans droits ni réserves (diminution des mandats envoyés aux familles, aggravation de la misère), et les bourgeoisies locales montrent qu'elles ont bien appris à l'école de leurs aînées impérialistes (répression au Maroc, Algérie, Tunisie).

Partout donc se ressent le besoin de la lutte contre la situation de misère et d'oppression que crée le capitalisme, qui touche même les étudiants (grève contre le décret Imbert et la circulaire Bonnet qui visent à limiter et contrôler les inscriptions des étudiants étrangers, leur droit au séjour et au travail en France).

Le sens des luttes que mènent les travailleurs immigrés depuis des années, au-delà des questions de logement et de salaire, c'est de résister à l'exploitation et à l'oppression capitaliste et impérialiste, c'est-à-dire aux discriminations économiques, sociales et politiques qui frappent durement cette catégorie de la classe ouvrière, et plus généralement à l'offensive anti-ouvrière du capital.

Dans ce but il est indispensable de concentrer le maximum de forces car l'Etat bourgeois ne reculera sur ces questions vitales pour l'unité de la classe ouvrière, que s'il trouve en face de lui une mobilisation de grande ampleur. C'est donc un besoin élémentaire pour les ouvriers que de dépasser les divisions entre catégories et nationalités que le capitalisme a toujours entretenues entre eux pour empêcher toute riposte collective. La perspective, pour laquelle il nous faut travailler, est de consti-

tuer un véritable front prolétarien de lutte dans lequel s'uniront les ouvriers de toutes les catégories et de toutes les nationalités.

La plus grave difficulté rencontrée aujourd'hui vient des forces qui contrôlent les appareils syndicaux. Au lieu de mettre leurs réseaux organisationnels au service des luttes qui se mènent un peu partout de manière dispersée, elles s'en servent pour gêner la circulation même des informations, si bien que chaque groupe de travailleurs se trouve cloisonné comme dans un compartiment étanche. Ce véritable sabotage, toutes les luttes en ont fait l'expérience. Il vient de l'orientation réformiste, collaboratrice, social-impérialiste (c'est-à-dire socialiste en paroles, impérialiste en fait) des partis de gauche et des appareils syndicaux à leur botte.

Malgré cela, de nombreuses forces cherchent à les blanchir aux yeux des travailleurs et à les faire revenir dans les luttes quand celles-ci ont tenté de s'en dégager. C'est le rôle que jouent explicitement des organisations comme la LCR, le PCML, les FASTI, le CEDETIM et celles qui orientent la MTI, etc, sous prétexte d'"unité la plus large". Elles ont ainsi fait revenir l'URP-CFDT qui après de multiples trahisons, s'était démasquée définitivement pendant l'été 79 en interdisant à ses sections et à ses militants de participer au Collectif de Garges.

Ces forces qui cherchent à concilier les besoins de la lutte prolétarienne et les orientations réformistes servent en réalité les directions syndicales et les partis opportunistes et social-chauvins : pour ne pas les effaroucher, elles demandent aux travailleurs de faire des concessions dans leurs revendications et d'utiliser des méthodes plus sages, et ainsi elles paralysent les luttes.

C'est ainsi que toutes ces forces se sont prononcées dans la "Coordination nationale contre les lois anti-immigrés" contre le mot d'ordre de lutte contre le contrôle de l'immigration, pour ne pas "gêner" les réformistes et opportunistes qui, eux, se prononcent pour le contrôle. Mais que peut signifier l'

(suite p. 5)

La menace qui pèse sur les travailleurs algériens concerne l'ensemble de la classe ouvrière

LES GOUVERNEMENTS ALGÉRIEN ET FRANÇAIS ONT FIXÉ AU 14 JUILLET LE TERME DES NÉGOCIATIONS QU'ILS MÈNENT EN CACHETTE DEPUIS PLUSIEURS MOIS AU SUJET DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS. LA MENACE DES EXPULSIONS MASSIVES QUI PÈSE SUR LES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS AGGRAVE LE CLIMAT D'INSÉCURITÉ ET D'INQUIÉTUDE DANS LEQUEL ILS SE TROUVENT DEPUIS LA FIN 1978.

Jusqu'en 1973, le travailleur algérien qui émigre vers la France doit passer par l'ONAMO (office national de la main d'œuvre en Algérie) qui lui délivre une carte revêtue du timbre de la Mission Médicale Française, une fois la visite médicale passée. Le travailleur algérien, une fois en France, a 9 mois pour chercher un contrat de travail. Dès qu'il a obtenu ce contrat, il se présente à la police pour obtenir un *certificat de résidence*. Ce certificat lui tient alors à la fois de titre de séjour et de titre de travail. C'est là que se trouve le fameux "privilège" dont jouissait le travailleur algérien par rapport aux travailleurs d'autres nationalités qui, eux, ont besoin et d'une *carte de travail* et d'une *carte de séjour* valable trois ans. (Madagascar, Gabon, Guinée).

Comment riposter efficacement à l'offensive anti-immigrés

(suite de la p. 4)

"égalité des droits" si le travailleur immigré n'a pas le droit de *circuler librement* et de rester ici s'il le désire ? Et que signifie ce contrôle de l'immigration sinon un *flicage* renforcé ?

La seule voie dans ces "Collectifs" comme dans toutes les autres formes d'organisation qui naissent pour répondre aux besoins de la riposte est celle de la lutte de classe ouverte, en prenant appui sur les travailleurs qui se mettent en mouvement, en coordonnant les luttes et en mettant en avant les revendications unifiantes :

- A BAS LES LOIS BARRE-BONNET-STOLERU-D'ORNANO ET LE DECRET IMBERT !
- RENOUELEMENT AUTOMATIQUE DES CARTES DE SEJOUR !
- REGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !
- NON AUX REFOULEMENTS ET AUX EXPULSIONS !
- PAS D'INTIMIDATION ET DE CRIME RACISTE SANS RIPOSTE DE CLASSE !
- NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! LIBERTE TOTALE DE CIRCULATION POUR LES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES !
- EGALITE TOTALE DES DROITS POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !
- A BAS L'IMPERIALISME, LE CHAUVINISME ET LE SOCIAL-IMPERIALISME !

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !

Des travailleurs d'autres nationalités, même s'ils ne sont pas obligés d'avoir une carte de travail, doivent avoir la mention "travailleur salarié" sur leur carte de séjour valable 3 ans (Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal, République Centre-Africaine, Congo, Tchad, Togo).

Les travailleurs émigrés algériens qui résident déjà en France quand l'accord de 1968 entre en vigueur ont pu obtenir automatiquement un certificat de résidence. Le certificat qui leur est donné est valable 5 ans pour ceux qui étaient en France depuis moins de trois ans en 1968. Il est valable 10 ans pour ceux qui étaient en France depuis au moins 3 ans en 1968. Ceux qui en étaient en France avec une carte ONAMO obtenaient un certificat de résidence de 5 ans en présentant un *contrat de travail*, certificat renouvelable automatiquement et gratuitement. Lors du premier renouvellement, la nouvelle durée de validité peut être limitée (mais sans être inférieure à 12 mois), lorsque le travailleur se trouve en "chômage involontaire" depuis plus de 12 mois consécutifs.

La crise capitaliste pousse la bourgeoisie impérialiste française à s'attaquer bestialement aux conditions de vie déjà précaires de la partie immigrée de la classe ouvrière. C'est dans le cadre d'un plan d'ensemble que la bourgeoisie s'apprête à expulser massivement un grand nombre de travailleurs algériens. Son objectif est de s'attaquer aux travailleurs nationalisés par nationalité pour prévenir toute riposte collective de l'ensemble de la classe ouvrière. Depuis la fin 1978, les quelque 350 000 travailleurs algériens qui avaient jusque là un certificat de résidence de 5 ou 10 ans ont vu l'Etat français leur accorder un *sursis* de... 1 an, en attendant que les gouvernements algérien et français s'entendent sur une *politique commune*.

Au moment où les six commissions constituées après la visite de Ben Yahia à Paris en janvier dernier (main d'œuvre et émigration, question de personnes (?), sécurité sociale, questions financières et fiscales, biens et activités des Français en Algérie, transfert en Algérie des archives de la période coloniale) ont pratiquement ter-

miné leurs travaux, "le gouvernement français souhaite toujours le retour en Algérie de cette main d'œuvre et se donne pour objectif trente cinq mille départs par an" (Le Monde du 3 juillet 1980). La bourgeoisie a vait déjà manifesté ses réticences, tant elle a peur que le retour des émigrés n'aggrave le chômage endémique et la crise du logement qui sévissent en Algérie. "Tout retour précipité, massif et anarchique, sans résoudre le problème du pays d'accueil, ne ferait qu'en créer au pays d'origine" (El - Moudjahid du 17/06/1979).

Les bourgeois français, évidemment, ne sont pas insensibles aux préoccupations de la bourgeoisie algérienne : "Les dirigeants algériens ont fait savoir que les avantages que la France tirerait de ces départs obligatoires seraient largement annulés par les drames humains et les répercussions politiques qui en découleraient" (Le Monde du 22/01/1980). Bref, la bourgeoisie algérienne qui fait de grands discours sur la "réinsertion" et qui ne veut en réalité recevoir, à la rigueur, que... les travailleurs émigrés qualifiés (qui représentent une faible partie de l'ensemble de l'émigration algérienne) "ne veut envisager pour sa part que des mesures incitatives d'ordre fiscal, social ou administratif" (Le Monde du 03/07/80).

La menace qui pèse particulièrement sur les travailleurs algériens risque de se transformer dans les mois à venir en une dure réalité. En effet, "Paris propose l'organisation d'une phase transitoire de 2 ans, durant laquelle on s'efforcerait d'atteindre le quota de trente cinq mille par le volontariat. S'il ne l'était pas, Paris et Alger se mettraient d'accord sur d'autres méthodes" (Id.). Quand on sait que le quota de 35 000 est aujourd'hui pratiquement atteint par les retours "volontaires" consécutifs à la crise, au chômage et à la vie de plus en plus dure en France, il est aisé de conclure que l'offensive capitaliste poursuit des objectifs inavoués autrement plus graves.

Les travailleurs algériens n'ont pas à compter sur "leur" Etat (gouvernement, ambassade, consulats, amicale...) qui négocie avec l'impérialisme français sur leur dos. Ils doivent prendre en charge eux-mêmes les problèmes en faisant appel à la *solidarité active* des travailleurs d'autres nationalités, français et immigrés qui constituent UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE.

EN MARGE DU CONGRES EXTRAORDINAIRE DU FLN

La bourgeoisie concentre ses pouvoirs pour mieux régner , la classe ouvrière doit concentrer ses forces pour mieux lutter.

Il est inutile de souligner que le congrès extraordinaire du FLN qui vient de se dérouler à Alger a été dès son ouverture hanté par les manifestations populaires qui ont secoué durant ces derniers mois la Kabylie et Alger et qui ont eu des répercussions dans d'autres villes.

Les délégués de ce fameux congrès n'avaient pas besoin de prendre de gants. Malgré quelques phrases démagogiques destinées à tromper les masses et que la presse s'est chargée de répercuter, les décisions du congrès ne font pas illusion. *Chadli a désormais le feu vert pour remettre de l'ordre dans le pays.* Ce qui a été décidé dans les bureaux de la Sécurité militaire, les délégués du FLN l'ont ratifié à main levée et... "à l'unanimité".

Avant d'aborder la signification précise des décisions rendues publiques à la fin du congrès, nous nous proposons de revenir brièvement sur les caractéristiques politiques qui ont marqué le cours de la lutte de classes en Algérie ces dernières années.

Depuis l'indépendance, la domination politique de la bourgeoisie a pris en Algérie une forme ouvertement dictatoriale, malgré le populisme et l'"anti-impérialisme" agités à usage interne par les régimes successifs de Ben Bella et de Boumediène.

Pour les masses laborieuses cela se traduit par l'interdiction pure et simple des droits élémentaires de grève, de presse, de réunion et d'organisation syndicale et politique. La bourgeoisie justifie évidemment la répression à laquelle elle recourt systé-

matiquement par le souci de la sauvegarde de l'"unité nationale". Elle n'hésite pas à utiliser cyniquement le fait indéniable que toutes les classes de la "nation" aient combattu, même si c'est à des degrés divers, dans un *front commun* contre le colonialisme.

Pour les idéologues de la bourgeoisie "nationale", le "front de classes" qui existait durant la période de lutte anti-coloniale devrait, après l'indépendance, se perpétuer dans la "bataille de l'édification nationale".

cer ses fameux "plans de développement", c'est-à-dire depuis le lancement du plan triennal en 1967, on a assisté pratiquement à un blocage des salaires déjà minables. Les quelques augmentations dérisoires à caractère démagogique que donne la bourgeoisie ont pour but, comme ce fut le cas en 1977, de désamorcer les luttes ouvrières.

Pendant ce temps, le coût de la vie n'a pas cessé de subir des hausses considérables. La crise internationale du capitalisme a évidemment eu pour effet d'accélérer les pressions inflationnistes en Algérie. Pour ne citer qu'un exemple, notons qu'entre juin 1978 et juin 1979, les prix des produits de consommation courante ont augmenté de ... 22 %.

UNE SITUATION SOCIALE DRAMATIQUE

Cependant, les discours de la bourgeoisie ne peuvent à la longue cacher la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Les espoirs que nourrissaient les masses dans la révolution algérienne se sont transformés après l'indépendance en frustration profonde. L'incapacité de la bourgeoisie à faire la moindre réforme agraire sérieuse malgré ses déclarations pompeuses et mensongères a accéléré depuis 1962 le processus de paupérisation des larges masses paysannes.

L'exode rural qui en découle est considérable. Estimée à quelque 400 000 personnes en 1962, l'émigration algérienne a atteint plus de huit cent mille personnes en 1973. Elle a doublé en l'espace de 10 ans. Voilà qui en dit long sur la portée réelle des "révolutions industrielle et agraire" que la bourgeoisie ne cesse de faire miroiter aux travailleurs.

La misère qui frappe les masses prolétariées et sans travail qui s'entassent autour des villes devient chaque jour plus insupportable. Ce sont des centaines de mil-

liers de sans-réserves qui sont livrés à une existence de "parias", obligés pour survivre de recourir à des expédients de toutes sortes. L'Algérie est ainsi rangée parmi le peloton des pays où sous-alimentation et malnutrition atteignent un record critique. Si on prend l'exemple de l'année 1970, il est à noter que la disponibilité énergétique par habitant en Algérie ne dépassait guère 1710 calories par jour, ce qui représente un niveau catastrophique, même par rapport à l'Inde (2060 calories) ou à l'Egypte (2360 calories). Et cela n'est qu'une *moyenne*, c'est-à-dire que la situation atteint à l'évidence le seuil de l'insupportable si l'on se place exclusivement du point de vue des prolétaires et des masses pauvres (1).

Les conditions de vie et de travail ne sont pas plus brillantes, malgré la propagande hypocrite de la bourgeoisie tendant à faire croire aux masses que les ouvriers seraient "privilegiés", sous le prétexte qu'ils ont la chance d'avoir trouvé du travail. Durant toute la période où la bourgeoisie a commencé à lan-

L'EVEIL DE LA CLASSE OUVRIERE

Face à cette situation, les ouvriers se sont lancés dans des luttes courageuses si on tient compte des conditions auxquelles se trouve confrontée la classe ouvrière : existence d'une forte armée de réserve (chômeurs), qui ne peut pas ne pas influencer négativement sur le niveau des salaires et de la combativité ouvrière, flicage systématique dans les entreprises, présence des bonzes UGTA qui jouent le rôle de vigiles, absence de cadres organisationnels élémentaires, etc.

C'est ainsi que l'année 77 a vu plusieurs détachements de la classe ouvrière déclencher des grèves générales "sauvages", qui non seulement ne se déroulaient pas dans le cadre des structures du syndicat officiel, l'UGTA, mais qui ont souvent eu lieu même à l'insu des bureaucrates syndicaux, comme cela a été le cas dans l'exemple de la RSTA.

(suite p. 7)

EN MARGE DU CONGRES EXTRAORDINAIRE DU FLN

La bourgeoisie concentre ses pouvoirs pour mieux régner, la classe ouvrière doit concentrer ses forces pour mieux lutter.

(suite de la p. 6)

Ces grèves ont touché plus particulièrement les travailleurs du transport urbain RSTA, les cheminots, les dockers, la SNIC et la SONACOME.

L'Etat bourgeois a répondu par une répression violente, en procédant à des arrestations d'ouvriers combattifs, en envoyant l'armée briser la grève, par exemple dans les chemins de fer, sans parler des insultes déversées sur les travailleurs par la presse aux ordres.

Parallèlement à la répression des grèves ouvrières, l'Etat bourgeois n'hésitait pas à intervenir pour briser également des mouvements de grève à l'université et à faire arrêter les étudiants "subversifs" comme on l'a vu durant l'épisode de la grève des étudiants de psychologie d'Alger en été 1977. L'Etat bourgeois a également fait intervenir les forces de la police et du Darak-El-Watani pour réprimer sauvagement les émeutes de Aïn-Beïda de l'été 1976.

au pays de certaines personnalités de l'"opposition démocratique" en exil comme l'ancien ministre B. Boumaza, la levée de la mesure d'assignation à résidence qui touchait les leaders de l'"opposition libérale" en Algérie comme F. Abbas, etc, ce sont là quelques faits qui marquent la volonté du régime de Chadli d'inaugurer un climat d'"apaisement" politique.

UNE "OUVERTURE" NECESSAIREMENT

A SENS UNIQUE

LE BESOIN DE LA LUTTE POLITIQUE

Il est clair que c'est surtout lorsque les masses se mettent en mouvement que l'état d'exception politique imposé par la bourgeoisie apparaît en réalité dans toutes ses dimensions. Il devient clair que la forme ouvertement dictatoriale dont se pare l'Etat bourgeois n'est pas due à la volonté particulière ment "maléfique" de certains gouvernants "afro-fascistes" (pour reprendre l'expression d'Aït-Ahmed).

Au contraire, cette forme de domination trouve sa raison d'être dans l'exigence objective pour la bourgeoisie de chercher à tuer dans l'oeuf toute tentative de révolution sociale. Et ce, d'autant plus qu'il s'agit d'un pays où la bourgeoisie était relativement faible au lendemain de l'indépendance, déchirée par les luttes de factions et se ressentant de l'usure de l'ancien FLN. Si on ajoute à

ces facteurs l'absence de grands partis d'"opposition loyale" qui puissent jouer le rôle d'amortisseurs des luttes sociales, on comprend aisément pourquoi il a fallu l'intervention directe des "colonels" à la tête de la machine de l'Etat.

C'est ce qui explique que c'est à partir du moment où de larges secteurs de la classe ouvrière ont commencé à relever la tête pour résister aux effets catastrophiques de la crise économique du capitalisme conjugués aux aspects relevant de l'arriération sociale du pays que le problème de la lutte pour arracher les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement prolétarien a commencé à être soulevé dans les réunions et les assemblées générales ouvrières ainsi que dans les universités.

Mais, comme il fallait s'y attendre, l'apaisement s'est tout de suite avéré... à sens unique. En d'autres termes, il vaut pour les bourgeois, pas pour les masses. Bref, il s'agit d'une "démocratisation" sur mesure qui est encore plus timide que celle qui est conseillée et mise en oeuvre par l'impérialisme yankee au Brésil.

En commentant les mesures prises par Chadli au lendemain de son accession à la présidence, nous avons écrit dans un tract de juillet 1979 que "les bourgeois tentent de resserrer leurs rangs. Pour nous taper dessus plus fort encore" (2).

Il faut dire que nous n'avons pas attendu longtemps pour voir nos prévisions se confirmer dans la pratique. Dès septembre 1979, le gouvernement algérien a pris des mesures draconiennes pour "assainir"... les masses. L'épisode est trop connu pour qu'on ait besoin de s'y étendre. Rappelons seulement pour montrer le caractère anti-prolétarien de l'opération "assainissement" que ce n'est pas un hasard si le ministre des P et T, le colonel Zerquini, s'est cru obligé de se prononcer contre tout "sentimentalisme, démagogie ou populisme dans les relations professionnelles" juste à la suite de la grève générale des postiers des 16 et 17 juillet 79.

C'est dans ce contexte général, marqué par la répression systématique de tout ce qui bouge en Algérie, qu'ont éclaté les manifestations et les émeutes de Kabylie qui ont eu des répercussions ailleurs, notamment à Alger. L'intervention brutale des forces de répression a permis de lever le voile sur la nature réelle de l'Etat algérien : un Etat au service de la bourgeoisie qui n'hésite pas à tuer, à empi-

(suite p. 8)

LES JEUX DEMOCRATIQUES DE LA BOURGEOISIE

Dans ce contexte marqué par l'émergence des luttes sociales sur fond de crise internationale du capitalisme avec ses répercussions catastrophiques en Algérie, la bourgeoisie a commencé à faire semblant d'amorcer un processus d'"ouverture" politique. Cependant, force est de constater que ni la comédie des débats sur la "Charte nationale", ni la comédie de la préparation "démocratique" du 5e congrès de l'UGTA tenu en avril 1978 n'avaient pu cacher la réalité politique en Algérie : une dictature bourgeoise ouverte.

Mais la disparition en décembre 1978 de Boumediène qui jouait le rôle politique d'un Bonaparte dans un but évident de conservation du "statu-quo", n'a pas manqué de raviver les illusions concernant

la possibilité d'un certain assouplissement de la dictature bourgeoise en Algérie.

Dans la réalité, le "printemps" inauguré par Chadli et la "libéralisation" que certains ont cru attendre cachait mal le souci des hautes instances de la bourgeoisie d'unifier ses propres rangs, de dépasser les vieux clivages et de remettre à l'arrière-plan les divergences secondaires et les luttes de factions à l'heure où l'on entrevoit les signes avant-coueurs d'un affrontement de classes ouvert.

L'"élargissement" de l'ancien président Ben Bella, la libération de 11 détenus politiques (pour la plupart ex-officiers supérieurs) ayant participé au coup d'Etat avorté de décembre 1967, le retour

La bourgeoisie concentre ses pouvoirs pour mieux régner , la classe ouvrière doit concentrer ses forces pour mieux lutter.

(suite de la p. 7)

sonner et à torturer pour intimider les masses susceptibles de se révolter. Bref, un Etat dont aucune "démocratisation" de façade ne pourra cacher qu'il existe pour la con-

servation de l'ordre existant, la protection des bourgeois qui s'engraissent sur le dos des travailleurs et la mise au pas des masses exploitées et opprimées qu'il baillonne.

LA BOURGEOISIE RE-CONCENTRE SES POUVOIRS

Le déséquilibre consécutif à la mort de Boumediène avait imposé une certaine déconcentration des pouvoirs qui étaient jusque là monopolisés par le chef suprême du "Conseil de la révolution". Si l'armée était effectivement intervenue pour éviter que la crise politique n'ouvre une brèche importante pour le mouvement social, il n'en est pas moins vrai que l'antagonisme Chadli-Yahiaoui a débouché sur un certain partage des pouvoirs, même s'il s'est fait au bénéfice du premier. Le poste de Premier ministre monopolisé auparavant par Boumediène a échoué à l'ancien ministre de l'intérieur, Abdelghani.

Par ailleurs, le bureau politique du FLN était sorti du 4ème congrès du FLN avec des prérogatives réelles, ses membres étant choisis par le Comité central. Cet attachement soudain à la "collégialité"

politique signifiait-il une quelconque "ouverture" comme certains avaient commencé à le chanter à l'époque ? La présence au bureau politique du patron de la Sécurité militaire, le colonel Merbah, avait heureusement ouvert les yeux aux moins avertis...

Aujourd'hui, il a suffi de ces secousses qui ont culminé dans les émeutes de Tizi-Ouzou pour que la bourgeoisie se sente dans l'obligation de surmonter ses divergences et trouve, dans son besoin collectif d'ordre contre-révolutionnaire, la force de mettre en veilleuse la "collégialité" de façade chantée sur tous les tons.

Dans le numéro spécial que nous avons consacré au mois de mai à la situation politique qui prévaut en Algérie à la suite des manifestations qui y ont lieu, nous avons écrit : "Il semble même que

les classes dirigeantes soient en train de revenir sur le "principe collégial" qu'elles avaient inauguré à la mort de Boumediène. Elles ont toujours été pour un Etat fort qui ne lésine pas sur les moyens pour le grand bien de la stabilité politique et de la paix sociale. Que les choses aillent dans le sens d'une concentration des pouvoirs entre les mains de Chadli, cela prouve que la bourgeoisie est consciente qu'à l'heure où s'annoncent des affrontements de classe de plus en plus ouverts, la victoire sera du côté de celui qui aura su concentrer tous ses nerfs et unifier ses multiples énergies grâce à un centre de commandement unique" (3).

Les décisions du congrès extraordinaire du FLN semblent donc aller exactement dans le sens que nous avons prévu et ceci pour la bonne raison que face au danger que constitue potentiellement l'éveil du prolétariat et des masses paysannes, l'Etat bourgeois ne peut que se blinder chaque jour davantage.

(suite p. 9)

La «vie meilleure» qu'ils nous préparent

Un mois après l'intervention féroce des CNS à Tizi-Ouzou qui aurait fait une trentaine de morts et environ 450 blessés, le congrès extraordinaire du FLN vient de se dérouler sous le signe hypocrite "pour une vie meilleure".

De quoi s'agit-il dans la réalité ? La démagogie des bourgeois et des carriéristes qui prétendent représenter le "peuple" a atteint le comble du cynisme. De quelle "vie meilleure" nous parlent-ils lorsque le porte-parole du congrès, le lieutenant-colonel Allahoum déclare que les débats "ont insisté sur la nécessité d'appliquer une plus grande rigueur dans la conduite de notre économie et de veiller à élever sa rentabilité" ? (El Moudjahid du 19/6/80)

Le discours de clôture prononcé par Chadli nous en dit long sur la "vie meilleure" que nous préparent nos bourgeois. "L'exercice de la démocratie et du dialogue constructif" devra continuer à se faire "dans le cadre des institutions du Parti et de l'Etat et de ses assemblées élues", car "le soulèvement des problèmes de façon anarchique et en dehors des cadres organisationnels ne peut faciliter (sic!)

la résolution objective des problèmes que nous affrontons". Voilà qui montre bien s'il en est encore besoin que l'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire !

En parlant démagogiquement de "socialisme", Chadli ne pouvait pas s'empêcher de rassurer les cadres c'est-à-dire les bourgeois du secteur public : "L'intérêt à l'égard du contrôle ne signifie nullement une méfiance vis-à-vis des cadres". En effet, "la confiance dans le cadre algérien est extrêmement nécessaire. Le cadre a besoin de protection".

A l'occasion des manifestations qui ont secoué la Kabylie, on sait que 21 personnes ont été condamnées à Oued-Amizour à des peines allant jusqu'à 8 ans de prison. Cela n'a pas l'air de suffire à Chadli : "Les verdicts prononcés en matière de justice doivent être au niveau des délits commis, particulièrement si ces derniers touchent les aspects les plus sacrés de la patrie et de la révolution". Heureusement que Chadli a rappelé que "dans notre pays, la justice jouit, par la grâce de Dieu, d'une liberté entière" !!!

Les luttes que mènent des détachements de plus en plus importants de travailleurs en réaction à l'approfondissement de la crise sociale ont donné matière à réflexion à Chadli. "La conséquence de notre développement nous fait constater un certain relâchement de cet esprit nationaliste et une tendance à nous orienter davantage vers les questions matérielles" (1). Chadli n'est pas content parce que les travailleurs deviennent de moins en moins sensibles aux discours officiels appelant aux sacrifices pour l'intérêt de la "nation".

La "vie meilleure" dont se gargarisent les délégués du FLN et la presse aux ordres, c'est la perpétuation pure et simple de l'exploitation et de la répression bourgeoises qui nous frappent depuis des années et des années.

Pour améliorer effectivement leurs conditions de vie, les travailleurs ne doivent écouter que la voix que leur dictent leurs intérêts de classe.

(1) Toutes les citations du discours de Chadli sont reproduites de la version parue dans El Moudjahid du 20-21/6/80.

EN MARGE DU CONGRES EXTRAORDINAIRE DU FLN

(suite de la p. 8)

Les quelque 4 000 délégués du FLN, dont 800 officiers de l'ANP, ont ainsi donné "à l'unanimité" les pleins pouvoirs à Chadli "pour remettre de l'ordre au pays". Le Bureau politique va être réduit de 17 à 7 membres. Les éléments qui gênaient d'une manière ou d'une autre l'efficacité et la rapidité de la machine exécutive seront purement et simplement évincés. Le poste de coordinateur du FLN qu'occupait Yahiaoui, représentant principal de la faction rivale de Chadli, pourrait disparaître. C'est Chadli en personne qui choisira désormais les membres du bureau politique. En attendant, le comité central du FLN peut toujours se réunir et discuter...

DISCIPLINER LES LARBINS DU PAGS

La centralisation politique à laquelle recourt la bourgeoisie pour tenter de maîtriser une situation explosive ne pourrait avoir tout son sens si l'Etat ne demandait pas de comptes à ces larbins que sont les néo-staliniens du PAGS. En effet, le congrès extraordinaire du FLN a été marqué aussi par une offensive politique destinée à mieux contrôler le travail de ceux qui partagent les options officielles. L'éditorial du *Moudjahid* du 18/6/80 rappelait à l'adresse des staliniens du PAGS qu'il ne sera plus permis "d'avoir un pied dans l'ap pareil et un autre dans une forme d'"opposition" qui ne dit pas son nom et qui se révèle dans certains cas souvent très confortable pour ses auteurs".

Les discours hostiles au PAGS tenus par certains délégués FLN à la tribune du congrès aboutiront vraisemblablement à deux résultats : ils pousseront d'abord les néo-staliniens à se plier davantage encore aux impératifs bourgeois pour ne pas prêter le flanc aux "provocations réactionnaires", et la direction du PAGS aura désormais ainsi un argument de poids à opposer aux militants qui manifestent des réticences à l'égard d'une éventuelle intégration au FLN. Les discours apparemment anti-pagsistes aideront sans doute ensuite les néo-staliniens à redorer auprès de certains milieux de travailleurs et d'étudiants leur blason terni lors des luttes de ces dernières années.

D'une pierre deux coups : la bourgeoisie aura fini par mieux contrôler les activités du PAGS, comme elle est en train d'épurer à sa manière le FLN pour le rendre plus opérationnel ; quant au PAGS, il pourra continuer à faire son sale boulot d'agent de l'

Etat bourgeois en faisant croire aux travailleurs qu'il est la cible des milieux "réactionnaires" présents au sein de l'appareil d'Etat.

Face à la bourgeoisie qui é prouve le besoin de concentrer ses pouvoirs et de discipliner tous ceux qui contribuent politiquement et physiquement au maintien de l'Ordre capitaliste, la classe ouvrière ne doit pas tomber dans le piège des pleurnicheries démocratiques qui consistent à implorer l'indulgence de l'ennemi, à revendiquer la décentralisation politique, la démocratie, etc.

Ce dont a besoin la classe ouvrière, c'est d'une riposte véritable sur le terrain de la force et de la pression collectives. La classe ouvrière est forte par son nombre, sa concentration et le fait qu'elle soit la productrice principale des richesses sociales. Si elle s'organise et

montre sa détermination à lutter vraiment, elle pourra entraîner derrière elle les paysans pauvres et les masses sans-travail qui attendent avec impatience le jour où ils pourront affronter les affameurs et leurs protecteurs corrompus.

Ce dont a besoin la classe ouvrière, c'est du parti de classe révolutionnaire qui saura lui donner l'unité de but, de volonté et d'action pour affronter politiquement et militairement un ennemi armé jusqu'aux dents

- (1) source : rapport de la réunion de la FAO sur la nutrition, rapport n° 52, Rome, 1973.
- (2) Voir el-oumami n° 5, juillet 1979.
- (3) Voir l'article intitulé "la signification politique des événements de Kabylie" dans el-oumami, n° spécial, mai 1980.

Insécurité capitaliste

"Les accidents de travail suivent une évolution vertigineuse dans notre pays". C'est l'hebdomadaire Algérie-Actualités (n°766 19-25/6/80) qui l'avoue aujourd'hui.

Cet aveu n'étonne certainement pas les travailleurs qui vivent dans leur chair la dure réalité des usines et des chantiers. Cependant, si les journaux officiels viennent à dire que "la sonnette d'alarme est tirée" et qu' "il y a trop d'accidents de travail", cela veut dire que les mesures de sécurité dans les usines sont nulles et les conditions générales de travail infernales." Pour l'année 1979, la CASORAL à elle-seule, signale 22 000 cas d'accidents de travail (la CASORAL s'occupe seulement de la région d'Alger !). A El Hadjar, le Président de l'ATU estime que les objectifs de production ont été atteints alors que du point de vue de la sécurité des ouvriers "la situation est catastrophique : 8 morts durant l'année 1979" !

Les causes des "accidents" de travail sont les mêmes dans tous les pays capitalistes. La loi du capitalisme est la rentabilisation des entreprises, c'est-à-dire l'augmentation de la production et de la productivité aux moindres frais, d'où l'inévitabilité des accidents de travail. Autrement dit "la sécurité était reléguée au dernier plan au profit de la production".

Donc, dans toutes les entreprises capitalistes, la seule chose qui compte c'est l'augmentation de la production : c'est la loi sacrée du profit. Tout le reste est secondaire. Pour l'Algérie, cet aspect prend des dimensions catastrophiques étant donné la faiblesse de sa machine économique à l'échelle mondiale. La concurrence est de ce fait très difficile à tenir par les entreprises algériennes et le seul remède est d'arriver coûte que coûte à produire des quantités déterminées de marchandises dans un temps minimum. Et bien évidemment cela implique...des "incidents de parcours".

Avec la GSE, des "Commissions d'Hygiène et de Sécurité" (CHS) ont été créées. Seulement voilà, "ce service intervenait après la déclaration de l'accident". Un service de pompes funèbres quoi ! En effet, "les médecins de travail sont rares ou inexistants".

Quand on dit donc que profit capitaliste et sécurité des ouvriers sont incompatibles, ce n'est que la réalité : "On a constaté pour l'année 1979, que les accidents survenaient le plus souvent pendant les 3 premiers jours de la semaine. LA PRI-ME DE PRODUCTIVITE EN EST LA CAUSE (soul. par nous) : les travailleurs fournissent le maximum d'efforts en début de semaine pour se relâcher à la fin".

Les responsables des accidents de travail seraient donc les ouvriers eux-mêmes : ils devraient peut-être étaler leurs efforts sur toute la semaine pour avoir moins d'accidents !

Les travailleurs ne se laisseront pas prendre dans le piège de l'"ouverture" politique

Quelques mois après l'intervention conjointe de l'armée tunisienne et de l'impérialisme français dans la région de Gafsa dans le but évident de mater le mouvement social et d'éviter que l'opération du commando de la "Résistance armée tunisienne" n'ouvre une brèche pour les masses exploitées susceptibles de se révolter, la bourgeoisie tente de faire miroiter aux travailleurs une "ouverture" politique que les démocrates de tous poils présentent comme un "premier pas" vers un "possible" assouplissement de la dictature bourgeoise ouverte qui sévit en Tunisie.

Dans la réalité, ce n'est pas une politique nouvelle de la part de la bourgeoisie. Devant la montée remarquable des luttes ouvrières que les bonzes de l'ancienne UGTT avaient du mal à contrôler, nous avons vu apparaître au sein de l'appareil d'Etat bourgeois deux groupes, en accord pour écraser toute potentialité de révolte chez la classe ouvrière, mais divergeant sur les moyens à employer.

D'une part, le groupe que personnifiaient Belkhodja-Mestiri-Achour, partisan d'une "démocratisation des institutions nationales" qui permettrait selon eux d'endiguer le flot de la colère ouvrière et populaire. D'autre part, le groupe des "durs" qui optaient pour la répression ouverte comme seul moyen pour faire taire les travailleurs en révolte. Sayeh, Nouria et Ferhat ont été, avant de disparaître de la scène politique, les défenseurs acharnés de cette dernière solution.

La première solution "préventive" est difficilement applicable dans un contexte de crise économique et sociale car sa mise en pratique suppose que la bourgeoisie ait les moyens de payer le prix de quelques réformes sociales destinées à calmer la classe ouvrière et les masses exploitées. Que la bourgeoisie ait donc avec la bénédiction de l'impérialisme français répondu par la mitraille à la révolte des ouvriers prouve une fois de plus que les antagonismes de classes ont leur expression dernière dans une *épreuve de forces* et non ailleurs comme se l'imaginent les démocrates de tous poils.

Ces derniers présentaient évidemment la querelle qui opposait le groupe Belkhodja-Achour au clan de Nouria-Sayeh comme une lutte entre des forces aspirant à une "libéralisation" du climat politique d'une part et des forces qui s'obstinent à rester fermées à toute influence extérieure aux options officielles du PSD et du gouvernement. Ils exploitaient pour cela le fait que l'ancienne direction de l'UGTT ait été contrainte non sans hésitations

et à contre-cœur de répondre aux poussées combatives de la base ouvrière pour mieux les canaliser, les dévier de leur terrain de classe et s'appuyer dessus dans ses marchandages avec le régime.

La démission en 1977 de Belkhodja et de ses hommes de main, l'emprisonnement de l'ancienne bureaucratie syndicale après les massacres du 26 janvier 1978, son remplacement par une direction carrément fantôme, la répression qui s'est abattue sur les masses à la suite de l'opération de Gafsa et la pendaison des auteurs de celle-ci sont autant de faits utilisés par les courants démocratiques pour étayer leurs prétentions suivant lesquelles il y aurait une contradiction réelle entre le régime bourguibien et les politiciens style Belkhodja-Mestiri ou les syndicalistes du type Achour.

Cependant, la réalité est tout autre. Rappelons pour mémoire que la modernisation de l'appareil d'Etat bourgeois et la diversification des corps de répression (BOP, DST, brigades anti-gangas, vigiles, milices destouriennes...) se sont faites à l'époque où Belkhodja lui-même était... ministre de l'intérieur.

En effet, le règne de Belkhodja n'a pas été moins répressif que celui de Nouria-Sayeh. Rappelons à titre d'exemple la répression sauvage des grèves ouvrières depuis 1973: la Société Nationale des Transports (SNT) en 1973 et 1975, le complexe sidérurgique au printemps de 1974 et 1975, les cheminots de Tunis en 1975 et 1976, les ouvriers du textile de Bizerte en mai 1976 etc. On a là une idée de ce que peut signifier pour les masses la "libéralisation" de Belkhodja et consorts.

Aujourd'hui, cette tendance à la "libéralisation", arrêtée à la fin 1977, ressurgit avec ceux là mêmes qui l'avaient portée à l'époque. C'est ainsi qu'on a assisté à la nomination de Mzali au poste de premier ministre et secrétaire général du PSD à la place de Nouria. Nous avons également assisté à l'entrée en force

de des anciens ministres démissionnaires en décembre 1977 après l'éviction de Belkhodja, au limogeage de Sayah du PSD, à son remplacement par Kooli également démissionnaire en 77 et à la nomination comme ministre d'un dirigeant du MDS (Mouvement des démocrates sociaux), Saddok Ben Jemaa. Par ailleurs les leaders du MDS ont été réintégrés au PSD.

A quoi répond cette "ouverture" politique ? *"La crise que vit la Tunisie nécessite une révision générale de la politique dupays"*. Ce sont les bourgeois du MDS qui parlent dans leur organe *Démocratie* de mai 1980. Si le régime s'est effectivement montré expéditif quand il s'agit de mater le mouvement social et d'exécuter les militants emprisonnés, il a par contre montré une grande sensibilité au dialogue avec ce qu'on appelle l'"opposition tolérée". Il est aussi vrai que l'impérialisme a fait pression sur le régime pour l'encourager à aller dans ce sens. Ce n'est pas un hasard si cette "ouverture" a été précédée d'une rencontre préalable entre Bourguiba Junior et Carter après la maladie de Nouria.

Il est clair que dans une période où la crise capitaliste ne peut aller qu'en s'approfondissant, le blindage de l'Etat bourgeois s'avère comme une nécessité politique du point de vue des capitalistes. Mais cela n'exclut pas que la bourgeoisie tente de jouer la carte d'une démocratisation de façade pour mieux stériliser les luttes ouvrières.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de cette "ouverture" qui ne changera pas d'un pouce le climat répressif dont ils sont victimes. D'ailleurs les luttes qui se mènent en Tunisie nous encouragent à penser que la bourgeoisie est loin d'atteindre l'objectif qu'elle a escompté en lançant sa soi-disant opération d'"ouverture" politique. On a assisté ces derniers temps à de nombreuses grèves comme à la STIA et à la SNT, aux mines du Sud, dans les chemins de fer et à des manifestations à la suite de la pendaison des treize membres du commando de Gafsa. Rappelons que les BOP sont intervenues à la SNT et que des arrestations massives ont eu lieu en milieu étudiant à la suite des manifestations. En milieu ou-

(suite p.11)

Après le référendum au Maroc

REFORMER OU DETRUIRE L'ETAT BOURGEOIS ?

La crise économique dans laquelle se débat le Maroc, aggravée par son enlèvement dans le borbier sahraoui, ne manque sans doute pas d'avoir des répercussions politiques au niveau de l'appareil d'Etat en place. Le référendum du 23 mai au sujet de la réforme du conseil de Régence suivant laquelle l'âge requis pour régner sera abaissé de 18 à 16 ans "a tourné, selon la déclaration du ministre marocain de l'intérieur, d'un véritable renouveau de l'allégeance à sa Majesté le roi..." (Le Monde 27/7/80). Les résultats de ce référendum (99,71 % de "oui") montrent à eux seuls s'il en est encore besoin qu'il s'agit d'une opération destinée à cacher la fragilité du régime et la lassitude face à la guerre du Sahara.

Mais c'est surtout le référendum du 30 mai au sujet de l'allongement du parlement de quatre à six ans, sous prétexte d'harmoniser la durée du mandat des parlementaires avec celle des élus locaux et des représentants des chambres professionnelles, qui marque la volonté du régime de garder la majorité actuelle composée d'"indépendants" c'est-à-dire de royalistes pour avoir les mains plus libres face à la crise politique qui risque de s'accentuer.

(suite de la p.10)

rier la répression continue. C'est ainsi qu'à la STIA, les ouvriers ont séquestré le directeur et soudé les portes au châtelet. C'est alors que les BOP ont dynamité les murs et procédé à l'arrestation de 300 ouvriers.

Par ailleurs, il n'est pas exagéré que l'"ouverture" politique dont se gargarise la bourgeoisie tunisienne soit complétée par une "ouverture" syndicale. Bourguiba a déjà reçu le 3/5/80 un groupe d'anciens responsables syndicalistes, ayant assumé une fonction à l'exécutif de l'UGTT, dont Mohamed Azia et Salah El Galaoui. Cet entretien a été qualifié par les démocrates sociaux d'"initiative louable".

En effet, les luttes ouvrières se déroulent aujourd'hui en dehors du syndicat. Les bourgeois de l'"opposition tolérée" ont commencé à exprimer le besoin de faire appel à l'ancienne bureaucratie syndicale pour canaliser les poussées de la classe ouvrière même si "cela ne signifie pas que l'existence d'une organisation ouvrière libre va résoudre miraculeusement tous les problèmes mais elle fera en sorte que l'ensemble des travailleurs apprennent à considérer l'intérêt général comme il se doit et à respecter

Inutile de souligner par quelle méthode, le régime arrive à fabriquer les "oui" populaires. Pour donner une image à ce sujet rappelons que même dans l'émigration, le vote se passe sans isoler comme cela est arrivé dans la région parisienne, sans parler de la campagne d'intimidation de l'Amicale et des services consulaires qui menacent les travailleurs émigrés de retour, de tracasseries administratives (papiers, passeports...).

Ce référendum nous a par contre offert une occasion supplémentaire pour montrer le caractère absolument réformiste-bourgeois des positions des sociaux-démocrates de l'USFP même s'ils ont fait semblant de boycotter la consultation alors que les staliniens du PPS ont appelé à voter "non" à l'allongement de la durée du parlement actuel.

L'"Opposition Itihadia" (USFP) a entrepris à la suite du référendum du 30 mai deux démarches auprès du parlement et du gouvernement. La première s'adresse au président de l'assemblée des députés lui demandant de procéder à la constitution d'une "commission d'enquête" sur le déroulement du référendum. La deuxième est une question orale au pré-

la négociation avant la grève (...) L'organisation ouvrière (comme ils l'entendent eux bien sûr) de par son influence sur les travailleurs constitue le moyen le plus efficace pour barrer la route à la dégradation du climat social et économique. La seule solution qui s'impose aujourd'hui est le retour de l'UGTT comme elle était auparavant, le représentant légitime des travailleurs". (1)

Que les travailleurs ne se laissent pas prendre dans le piège de l'"ouverture" politique et syndicale. Les bourgeois essaient de se donner des structures plus aptes à canaliser les luttes ouvrières et à les détourner de leurs objectifs. Que les travailleurs répondent en prenant des liens entre eux en dehors de l'influence de ces structures et en s'organisant sur la base de la défense de leurs intérêts en tant que travailleurs. C'est la condition élémentaire pour pouvoir lutter efficacement contre la répression de l'Etat bourgeois et se préparer pour en finir demain avec la domination et la société bourgeoises.

(1) E-Raf du 20 juin 1980.

mier ministre lui demandant des comptes au sujet des "entorses politiques et juridiques" qui ont entaché le scrutin du 30 mai.

Parallèlement à la propagande mensongère des staliniens du PPS, l'USFP s'est faite ces dernières années le champion du soi-disant "processus démocratique" que le régime faisait miroiter aux travailleurs en bute à une répression très dure. Aujourd'hui, pour l'USFP "...il apparaît que notre pays a bien pris le tournant fatal : celui de liquider les quelques apparences de vie démocratique" ! (1)

Contrairement à d'autres pays, comme l'Algérie, où la bourgeoisie règne de manière dictatoriale ouverte, certains ont cru voir au Maroc une expérience de vie politique où l'exécutif n'est pas seul à mener la barque. Les partis réformistes comme le PPS et l'USFP n'ont jamais hésité à ajouter de l'eau au moulin royal en se faisant l'écho des mensonges du régime.

Aujourd'hui, voici ce que dit l'USFP au sujet du "pouvoir administratif" : "Après avoir été omni-présent, le voici omni-potent : il confectionne les résultats et les habille de commentaires (...) Seul sur l'arène. Un pouvoir dans le pouvoir, ou bien le pouvoir tout court ? N'y aurait-il aucune limite à ses excès ? Ou bien serait-il l'Etat à lui seul ?" (idem.). Ces messieurs "socialistes" se demandent "si dans ce pays il existe une institution ou une force morale (la loi) qui échappe à l'hégémonie appareil administratif". (idem).

Les masses qui s'affrontent quotidiennement aux corps répressifs de l'Etat bourgeois à l'occasion de grèves, manifestations, occupations de terres, etc., ne trouveront pas leur salut dans le renforcement de l'appareil législatif comme le prétendent tous ceux qui veulent réformer la machine étatique pour la rendre plus souple et surtout plus trompeuse. Les pouvoirs exécutif, administratif et législatif sont tous aux mains de la bourgeoisie et des propriétaires fonciers qui nous dominent avec l'appui de l'impérialisme même si aujourd'hui, à l'heure où s'annonce une crise politique au sein des classes dirigeantes, le régime tend à privilégier la machine administrative plus facilement contrôlable et plus opérationnelle.

(1) Libération (USFP) du 20/6/80.

Qu'est ce que le communisme ?

Le communisme est aujourd'hui généralement assimilé à la propriété publique des entreprises et posséderait ses « modèles » dont les plus purs seraient à l'Est. Réciproquement le capitalisme correspondrait à la propriété privée des entreprises qui prospèrent dans les grands pays occidentaux.

Cependant, des deux côtés, les villes grandissent démesurément en désertifiant les campagnes, la production de missiles nucléaires et de tanks se fait au détriment de l'alimentation humaine. Des deux côtés se développe la concurrence entre les travailleurs, le travail salarié, l'asservissement du travail manuel, la mutilation du travail vivant et le despotisme d'usine. Des deux côtés sévissent l'anarchie du marché, les crises périodiques, la jungle des appétits étatiques et les guerres de pillage et d'oppression. Des deux côtés se manifeste l'accumulation de la richesse à un pôle de la société et de la misère à l'autre pôle, se heurtent les intérêts des classes opposées, se gonfle démesurément la machine de l'Etat, des deux côtés la bureaucratie et la police tendent toujours plus à être considérées comme les représentants exclusifs des intérêts collectifs !

Une telle conception de l'opposition entre communisme et capitalisme, qui cache en réalité sous des formules juridiques particulières une seule et même réalité sociale, est due à la terrible défaite politique dont le prolétariat n'a pas encore pu se relever depuis cinquante années. La classe ouvrière a pris le pouvoir hier en Russie, c'est-à-dire dans une société où, immédiatement, on ne pouvait que liquider les restes du féodalisme et développer le capitalisme, bref créer seulement les bases économiques du socialisme, non encore le socialisme lui-même.

Le pouvoir prolétarien en Russie était tendu vers la révolution dans les pays ultra-développés d'Europe, qui seule pouvait aider à industrialiser l'agriculture et entamer la transformation socialiste de la société. La révolution a tardé en Occident, laissant la Russie dans un isolement tragique, et la contre-révolution a pu parvenir à éliminer le prolétariat du pouvoir en se revendiquant formellement de la révolution et en feignant de prendre la société russe pour une société socialiste.

Il faut ajouter que les diverses réactions au stalinisme, que ce soit le trotskysme ou à plus forte raison les courants liés aux diverses variantes du « socialisme autogestionnaire » n'ont pas su défendre l'opposition de principe entre les deux sociétés et ne font que masquer d'un voile prolétarien l'économie de marché et donc le capitalisme. Cependant la renaissance du mouvement prolétarien international ne peut se faire qu'en relevant le drapeau du communisme véritable, parfaitement établi depuis le **Manifeste** de 1848.

Le marxisme n'a d'ailleurs pas découvert les caractères de la société communiste. Bien avant lui, le communisme signifiait « communauté des biens », c'est-à-dire **mis en commun**

des richesses sociales et administration rationnelle d'une société qui ne connaîtrait plus de marché, de salariat et de capital ni de classes sociales. Déjà le communisme était conçu comme le produit de la collaboration des nations arrachées à la torpeur féodale, ce qui aujourd'hui signifierait la planète entière. Le communisme était donc déjà ouvertement **antimercantile** et **international**.

Le marxisme a dégagé le communisme existant de sa gangue utopique pour le présenter comme le produit non plus de la volonté, mais bien du **mouvement réel** de la société. Le capitalisme pousse en effet à fond la division du travail et sépare complètement le producteur des moyens de travail (outils, machines) et des moyens de vie (subsistance, logement). L'ouvrier devenu un sans-réserve, un prolétaire, passe désormais par le marché pour acheter ses moyens de subsistance. Il doit pour cela vendre sa force de travail au capitaliste qui s'est accaparé les moyens de production et, parce qu'il possède le produit du travail, empoche l'essentiel de la richesse créée par les travailleurs, dont ces derniers sont dépossédés légalement. De plus le prolétaire ne peut faire vivre les siens que dans la mesure où ses bras sont utiles au capital.

Ce rapport social fait sombrer les vastes masses de l'humanité dans une misère toujours plus noire. Mais en augmentant fortement l'efficacité du travail et en liant toutes les unités de production en vastes concentrations à l'échelle du monde entier, il crée une condition, mais seulement une condition de la satisfaction des besoins humains et de la gestion unifiée et internationale des richesses produites. Il n'y a donc pas à « construire » le socialisme, mais seulement à faire correspondre le mode d'appropriation des richesses au caractère **déjà social** de leur production.

Surtout, et c'est le plus important, alors que les utopistes voulaient « introduire » le communisme en prêchant la bonne parole (« la société que nous proposons n'est-elle pas au fond supérieure à celle qui existe ? ») et se tournaient pour cela vers les gouvernements, le marxisme montre que le capitalisme « produit lui-même ses propres fossoyeurs ». Il crée, avec le prolétariat moderne, la seule classe qu'il tend spontanément à concentrer et à unifier, et condamne à lutter pour vivre la force capable d'**assurer l'accouchement** violent de la société nouvelle.

Pour cela, sa lutte de classe doit être menée jusqu'à la conquête du pouvoir politique. Le prolétariat instaure donc sa **dictature de classe**, le temps qu'il faut pour réprimer par la terreur toute tentative d'opposition des classes dépossédées, pour concentrer dans ses mains les moyens de production et d'échange et briser les rapports de production existant.

La transformation communiste de la société ne pourra évidemment s'opérer en grand que lorsque le pouvoir international du prolétariat sera stabilisé par une victoire

décisive dans les grandes forteresses impérialistes, centres de l'économie mondiale et gendarmes de la planète. Et il faudra aussi un certain laps de temps avant qu'une génération humaine naisse dans les conditions du communisme.

La société qui naît de cette transformation et dans laquelle est désormais devenue inutile toute dictature, tout pouvoir politique, parce que les bases économiques de la différenciation en classes sociales ont disparu, « porte encore les stigmates de l'ancienne société ». Dans le **communisme inférieur**, plus communément appelé **socialisme**, existe encore une certaine **contrainte sociale**, qui se manifeste notamment dans la règle : « **A chacun selon**

son travail ». Les faux socialismes d'aujourd'hui prétendent voir cette règle réalisée... dans le salariat, alors qu'elle suppose la mise en place du **bon de travail**, qui représente un droit sur les biens produits proportionnel au temps de travail effectué par chaque producteur, et qui n'est pas une monnaie parce qu'il n'est ni épargnable ni accumulable.

C'est seulement lorsque la société produira en quantités suffisantes que toute contrainte sociale pourra disparaître et que la société en entrant dans le **communisme supérieur**, pourra inscrire sur son drapeau : « **De chacun ses capacités, à chacun selon ses besoins** ».

Le communisme, clé pour la solution des questions sociales

En cessant d'être soumise aux lois économiques aveugles qui naissent de l'anarchie du marché, l'humanité n'en finira pas seulement avec les crises, les guerres exterminatrices et les haines nationales. Libérée du joug de la production pour la valeur d'échange, pour le profit, de la loi de la production pour la production, elle pourra organiser la production mondiale de façon consciente, selon un **plan rationnel** qui présidera aux rapports harmonieux entre production, consommation et... population, aujourd'hui de plus en plus douloureusement opposées par la marche du capitalisme.

Elle pourra en particulier consacrer efficacement ses efforts au problème crucial de l'agriculture et de l'alimentation, secteurs cruellement délaissés par le capitalisme pour la simple raison que le profit y est trop mince... Et pour y parvenir, l'industrie des pays « avancés », édifiée avec la sueur et le sang de générations entières de tous les continents sera mise sans tarder par la dictature prolétarienne au service de la modernisation de l'agriculture des pays « arriérés », **sans contrepartie**, ce qui est impensable sous le capitalisme. Ceci aidera puissamment à combler le fossé creusé par l'impérialisme entre les diverses races et nationalités et favorisera leur **libre union internationale**, creuset où se forgera la société de l'humanité unifiée.

En cessant d'être dominée par les forces extérieures du capital et **en se maîtrisant elle-même**, la société sera d'un côté en mesure de maîtriser aussi les formidables forces que la science moderne a su arracher à la nature, mais qui, dans les mains du capital, deviennent des dangers fantastiques pour l'humanité ; elle pourra de l'autre définitivement dépasser la peur, l'obscurantisme et la religion.

La production devenant consciente, la nature cessera d'être saccagée et détruite comme elle l'est aujourd'hui, **la division entre ville et campagne pourra être progressivement supprimée** par une répartition équilibrée de l'activité productive sur toute la croûte terrestre, et en conséquence de ces deux mouvements, la pollution éliminée de la planète.

Parallèlement, les ressources humaines cesseront d'être sauvagement dilapidées dès que l'humanité ne sera plus seulement **force de travail** pour le capital et que la production

pourra être mise au service des besoins de l'humanité. Avec la fin du capital et du salariat, avec la fin par conséquent de l'exploitation de l'homme par l'homme, ce n'est pas seulement l'alternative entre l'abrutissement au travail et le chômage grandissant qui sera détruite. Le communisme fera en effet **participer toute la population au travail social** dans la mesure des capacités de chacun, ce qui suppose un effort différent suivant l'âge, effort dont seront seuls exclus les petits enfants et les malades.

La société pourra ainsi, sur la base de la diffusion des procédés les plus modernes arrachés au monopole de la propriété et grâce à l'élimination de toutes les activités dangereuses ou inutiles, de la fabrication des bombes à billes à la police et à la comptabilité en partie double, **diminuer radicalement le temps de travail** qui sera progressivement réduit au strict nécessaire : peut-être moins de 2 heures par jour à l'échelle du monde sur la base de la technique actuelle !

Une telle mesure que la dictature prolétarienne met au centre de son programme s'accompagnera de la **suppression de l'opposition entre l'école et la production** et on en finira donc avec les radotages stupides d'aujourd'hui considérés comme le fin du fin de la culture. Elle exigera également la **socialisation complète des tâches domestiques**, du ménage et de l'éducation des enfants, ce qui arrachera définitivement la femme à l'esclavage millénaire et à l'infériorité sociale dont elle est victime.

De tels bouleversements des conditions de travail et de vie supprimeront les bases de l'opposition entre les sexes et les générations, particulièrement insupportables sous le capitalisme. Ils entraîneront à leur tour un bouleversement complet des rapports entre vie collective et vie « privée », qui n'existe plus que pour être foulée aux pieds et par laquelle la société bourgeoise entend cette abominable solitude individuelle et la misère morale la plus inouïe. Les rapports entre les loisirs et le travail, les conditions de l'habitat seront aussi radicalement transformés, et les générations qui naîtront libérées du joug du capitalisme pourront se pencher sur bien d'autres questions d'importance, cette fois en possession des moyens de les résoudre effectivement.

(suite p. 17)

le puissant éveil du prolétariat brésilien

Il y a 2 ans, en mai 78, les métallurgistes des quartiers industriels de Sao Paulo entraient en grève, rompant ainsi 10 ans de paix sociale quasi-absolue. Depuis lors, l'agitation ouvrière n'a pas cessé. Au contraire, elle a entraîné à travers une formidable vague de luttes, des travailleurs et des travailleuses de toutes les régions du pays et de toutes les catégories, unissant les ouvriers de la grande industrie de pointe de San Paulo et ceux qui construisent de nouvelles routes et de nouvelles villes dans le cœur de la forêt amazonienne; entraînant des dockers de Santos et des conducteurs de bus de plusieurs villes (Rio, Curitiba, Belo Horizonte, Belém, etc), les enseignants et les employés de banque, les ouvriers du textile et de la construction.

C'est toute la classe ouvrière, produit du "miracle brésilien", qui se met en branle dans un mouvement irrésistible au travers de vraies grèves qui englobent des catégories entières de toute une région. Ce sont des grèves compactes qui durent des semaines, voire des mois, et qui entraînent des milliers de travailleurs : près de 4 millions de travailleurs touchés au cours de l'année 79 dans plus de 15 Etats du pays.

En plus, non seulement les grévistes ne s'enferment pas dans les entreprises (qu'il s'agit toujours d'occuper, ce point est clair) mais ils sortent pour faire des manifestations de rue sans se laisser intimider par l'affrontement à une répression policière et militaire féroce qui se solde pour les 2 dernières années par des dizaines de morts et des centaines de blessés et d'emprisonnés. A cela s'ajoute la répression patronale massive qui se traduit par les licenciements de grévistes.

Ce jeune prolétariat, bien qu'il soit dépourvu de traditions anciennes de luttes de classe, trouve spontanément les armes de cette lutte : assemblées de grévistes (à Sao Paulo, elles réunissent plus de 80 000 participants !), comités de grève, caisses de grève, manifestations de rue, piquets de grève, organisation de la solidarité. Solidarité que les ouvriers d'autres villes ont manifesté spontanément. Par exemple, au cours de la grève de Belo Horizonte, les 16 000 ouvriers qui construisaient l'usine sidérurgique de Ouro Branco se sont arrêtés de travailler et ont marché sur Belo Horizonte par solidarité avec leurs 90 000 camarades en grève. Dans certains cas, cette riposte ouvrière a dépassé le simple affrontement avec la police et les services

de sécurité : des groupes de grévistes de la construction ont mené des actions de représailles, saccageant des stations de radio qui propageaient une intense campagne de diffamation du mouvement.

Au cœur de ce formidable mouvement de grève, le prolétariat de Sao Paulo et surtout les 300 000 métallos concentrés dans cette capitale et ses faubourgs ont dirigé une grève qui a mobilisé la quasi-totalité de cette catégorie. Cette grève qui s'inscrit dans la grande série de celles de la métallurgie commencée en mai 78, et qui s'est poursuivie en mars et octobre 79 s'est distinguée par sa durée et par la formidable combativité ouvrière. Et cela malgré toutes les tentatives faites pour l'étouffer venant des forces conjuguées de la bourgeoisie, de l'Église et du syndicalisme démocratique, né au Brésil sous le haut patronage du réformisme syndical européen de l'Internationale Socialiste.

Les dirigeants syndicaux, dont le fameux Lula, ont fait

tout leur possible pour éviter l'élargissement de la grève. Mais malgré leurs efforts et la volonté qu'ils avaient de la dévier sur le seul terrain du refus du licenciement des grévistes... pour un an, la grève a fini par éclater à cause de la formidable pression de la base qui, même si elle devait se mobiliser contre les sanctions qui menaçaient les grévistes, ne pouvait laisser de côté la défense de leur salaire rongé par une inflation astronomique.

Au moment où la bourgeoisie brésilienne met en route la réalisation de réformes syndicales destinées à forger un encadrement institutionnel démocratique destiné à lui permettre d'emprisonner le mouvement ouvrier, ces éruptions prolétariennes montrent non seulement la très puissante accumulation d'antagonismes de classe, mais encore l'urgence de la reconstitution du mouvement communiste à l'échelle mondiale, seul capable d'intégrer cette force dans le torrent international de la révolution prolétarienne.

AFRIQUE DU SUD : après Soweto, Le Cap

La classe ouvrière n'oublie pas; le prolétariat de l'Afrique du Sud n'a pas oublié les centaines de ses frères de classe tombés il y a quatre ans sous la mitraille de la bourgeoisie blanche.

Incapable d'abandonner ses privilèges de caste esclavagiste qui entravent sans doute son développement mais lui garantissent d'énormes profits, la bourgeoisie sud-africaine, conseillée par les impérialismes qui participent au partage du gâteau, a résolu d'"assouplir" l'apartheid, c'est-à-dire en fait de diviser encore plus les masses noires et métisses.

Depuis plusieurs mois elle administrait l'opium démocratique aux masses métisses et indiennes en leur faisant miroiter la possibilité d'une promotion civile et sociale; elle rêvait de faire d'elles un embryon de classe moyenne qui, dans un pays où il n'y en a pas, servirait de tampon entre la bourgeoisie et le prolétariat noir. Mais ce jeu n'a pas trompé les masses prolétariennes métisses et indiennes qui se sont vite aperçues du caractère illusoire et misérable des concessions que cette bourgeoisie vorace était disposée à leur faire. Et à la servilité envers cette bourgeoisie, elles ont préféré l'unité de classe avec le prolétariat noir.

L'agitation sociale, commençant par la grève des étudiants contre l'apartheid, gagnait bientôt la classe ouvrière de l'industrie de la viande et de l'automobile (Volkswagen) en lutte pour imposer une de ses exigences de classe élémentaires, le droit à l'organisation, ainsi que des augmentations de salaire. L'approche du 16 juin, anniversaire du massacre de Soweto, a catalysé toutes ces luttes en les poussant jusqu'à la révolte violente. Bilan : plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés.

"C'est sans doute la première fois, lit-on dans Le Matin du 19 juin, que des grèves aussi nombreuses ont lieu dans des établissements d'une telle importance, et aussi bien structurées, marquant ainsi l'influence grandissante des syndicats non officiels, qui ne sont plus guère contrôlés par l'"establishment" traditionnel, noir ou métis."

L'impérialisme euro-américain face aux dangers d'explosions sociales encore plus grandes ressent l'urgence de préserver ce bastion de sa domination, ce gardien de l'Afrique australe. D'où ses pressions renouvelées pour qu'un processus de démocratisation soit accompli, en s'appuyant sur les couches concilia-

(suite p. 15)

LA CRISE DANS LES PAYS "SOCIALISTES"

Il ne se passe plus un jour sans que les répercussions de la crise internationale du capitalisme ne viennent donner un coup supplémentaire aux prétentions mensongères des pays soi-disant "socialistes".

Selon l'institut viennois pour les études économiques comparées, les pays de l'Est n'arrivent pas à réaliser les objectifs du plan quinquennal 1976-80. A part l'URSS qui approche de 3% environ le taux de croissance envisagé, 28%, les autres pays ne peuvent escompter dans le meilleur des cas que des progrès de 25% contre un objectif... de 40%. La Pologne a même accusé un recul de 2% du revenu national. C'est la première fois que cela lui arrive depuis 1945. (*Les Echos* du 7/5/80)

L'endettement de la Pologne à l'égard des seuls pays occidentaux atteint plus de 18 milliards de dollars. Varsovie envisage une politique d'austérité, par exemple des réductions allant de 10 à 30% des crédits de fonctionnement de l'administration. C'est l'organe du comité central du parti officiel polonais *Polityka* lui-même qui avoue l'état désastreux de l'économie : "L'année dernière, le revenu national a baissé de 2%. Les mécanismes de gestion grippent. Les statistiques sont manipulées, des centaines de milliers d'ouvriers font preuve de laisser aller (on reconnaît là le langage universel des bourgeois !). Les plans de construction de nouveaux logements ne sont pas réalisés. L'approvisionnement de la population en denrées alimentaires ne s'améliore pas." (*Libération* du 5-6/7/80)

Ce n'est donc pas étonnant si la hausse des prix de la viande le 1er juillet 1980 a vite engendré le mécontentement des ouvriers de toutes les régions du pays. Des grèves ont eu lieu à l'usine des machines agricoles de la banlieue de Varsovie qui avait joué un rôle pilote dans les grèves de 1976 (17 000 ouvriers).

L'économie hongroise pour sa part n'a augmenté que de 1 à 1,5% au lieu des 3 ou 4% prévus. La récolte des céréales a été inférieure de 10% aux prévisions. La production industrielle n'a augmenté que de 2,8% au lieu des 4% prévus.

En URSS - alors que l'objectif était d'arriver à 5,2% - la croissance n'a été que 1,5% (*Financial Times* du 16 mai 1980). Même la RDA n'a pas atteint son objectif (4% au lieu des 4,3% prévus). La production industrielle n'a pas non plus augmenté selon les prévisions : 2,4% en URSS (4,7% prévus); 2,9% en Tchécoslovaquie (3,8% prévus); 3,3% en Pologne (5,3 prévus); 4,4% en RDA (4,6% prévus).

Tout comme à l'Ouest la crise se traduira à l'Est aussi par une aggravation de l'austérité pour les travailleurs. Le salaire réel a baissé de 0,8% en Bulgarie, de 0,4% en Tchécoslovaquie, de 1,2% en Hongrie.

leurs profits et pertes. Certains dirigeants chinois vont même jusqu'à suggérer que "les entreprises aient la liberté de sélectionner, d'accroître ou de réduire leur main-d'œuvre, autrement dit d'embaucher ou de licencier à volonté leurs ouvriers." (*Le Monde* du 10/5/80)

Par ailleurs, le gouvernement chinois vient de promulguer le 8 juillet une loi sur les entreprises mixtes qui montre à quel point la Chine semble se préoccuper des intérêts des capitalistes étrangers qui acceptent d'investir en Chine. "Aussi aucune limitation n'est-elle fixée au rapatriement des bénéfices, ni des fonds reçus au moment où l'entreprise conjointe entre en liquidation". (*Le Monde* du 10/7/80)

Déjà en 1979, "les anciens capitalistes" ont recouvert leurs biens confisqués pendant la révolution culturelle. Ils ont été invités à mettre leur expérience au service de l'"élévation de la productivité des entreprises" (*Le Monde* 27/1/79). Misère du "socialisme national" chinois !

* * *

La crise économique qui sévit aussi à l'Est ne peut pas ne pas se répercuter sur les conditions de vie et de travail des ouvriers et elle ne peut pas ne pas entraîner des réactions de défiance de leur part. Divers journaux occidentaux ont fait état de mouvements de grève dans les deux principales usines d'automobiles d'URSS, début mai, à Togliattigrad et à Gorki. Quelles que soient les pensées et les arrière-pensées de ceux qui en parlent nous saluons avec enthousiasme ces mouvements, ainsi que ceux qui se produisent plus ou moins régulièrement en Pologne contre les hausses des prix ou ceux qui se produiront inévitablement ailleurs comme le gage que là aussi, dans ces pays que la propagande stalinienne a essayé et continue - mais avec plus de mal - à essayer de faire passer pour les pays du "socialisme réel", la classe ouvrière doit reprendre le chemin de la lutte de classe.

Ce sont là des faits que les travailleurs doivent ressortir à la face de tous les staliniens, néo-staliniens et trotskystes qui se préparent d'un côté comme d'un autre, à entraîner le prolétariat dans un camp impérialiste contre un autre au nom du socialisme.

*

AFRIQUE DU SUD

(suite de la p.14)

trices des masses de couleur. C'est ainsi que l'ONU va jusqu'à recommander la libération de Nelson Mandela, dirigeant de l'African National Congress, en espérant qu'il puisse aider à faire accepter le nouveau "contrat social".

Notre espoir est que le prolétariat de couleur ne tombe pas dans le piège. L'explosion des mépris et des indiens nous en courage à penser que la tentative démocratique ne réussira tout au plus qu'à freiner momentanément la lutte de classe et que la désillusion qui la suivra nécessairement ouvrira la voie non pas à quelque révolte vite écrasée mais à une révolution prolétarienne triomphante.

En Chine également la crise ne peut que pousser la bourgeoisie locale à lever le voile sur la véritable nature capitaliste de l'économie et de la société chinoises. D'après *Le Quotidien du Peuple* du 21/4/80 des réformes ont été envisagées pour relancer l'économie. Elles sont fondées essentiellement sur les principes suivants qui n'ont rien à envier à ceux qui sont en vigueur dans les autres pays capitalistes.

D'après les idéologues de la bourgeoisie chinoise une économie "socialiste" ne peut ignorer la "loi de la valeur" et celle-ci doit fonctionner comme "régulateur de la production" ! Toujours selon ces messieurs, le "socialisme" doit reconnaître l'"autonomie des entreprises", rendant celles-ci responsables de

CE QUE SONT LES «FRERES MUSULMANS»

Nous avons rappelé dans notre précédent numéro comment les "frères musulmans" ont pu mettre à profit la victoire de la "révolution islamique" en Iran et l'intervention criminelle de l'impérialisme russe en Afghanistan pour apparaître de façon marquée sur la scène politique en Algérie. Les agressions auxquelles se livrent les divers groupes intégristes contre les jeunes qui ne sont pas enthousiasmés par les traditions islamiques réactionnaires ne se comptaient plus ces derniers mois. Lors des manifestations et des grèves qui ont eu lieu récemment en Algérie, les bandes de "frères musulmans" ont été très actives aux côtés des étudiants nationalistes "socialistes-arabes" plus connus sous le nom de "Baath" contre les grévistes et les éléments combattifs (Les interventions à Bab Ezzouar le 24 mai auraient fait une trentaine de blessés).

Il est clair que ces forces politiques, bien que se prétendant "opposantes" au régime actuellement en place en Algérie, font le jeu de la police et de la sécurité militaire et il n'est pas exclu qu'elles aient déjà des rapports directs avec de hauts fonctionnaires dans la bureaucratie civile et militaire.

Nous nous sommes proposés de revenir brièvement sur l'histoire des "frères musulmans" pour

mieux les faire connaître à nos lecteurs, car il n'est pas impossible que ce courant arrive à cristalliser autour de lui des couches plus ou moins larges de jeunes sans-travail en l'absence du mouvement ouvrier organisé, surtout lorsqu'on sait que les sectes intégristes accordent une importance considérable aux jeunes issus des milieux populaires dans leur activité idéologique et politique.

L'ORIGINE HISTORIQUE

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les idées démocratiques anti-féodales et républicaines, ainsi que les concepts modernes de "nation" et de "nationalité" commençaient à peine à pénétrer dans le monde arabe, notamment en Egypte. C'était l'époque où Arabi Pacha menait la lutte contre les Anglais. Il avait pu ainsi cristalliser un pôle social et politique auquel ont dû s'affronter et le colonialisme britannique et les notables et gros propriétaires fonciers locaux.

L'école qui a joué le rôle principal dans la résistance aux idées bourgeoises-laïques fut celle d'El-Azhar, dont les figures les plus connues furent El-Afghani et Mohamed Abdou. Certes, cette école s'est opposée au Califat ottoman dans le monde arabe, mais elle l'a fait précisément pour le compte des britanniques, c'est-à-dire contre le mouvement social et son expression démocratique-bourgeoise à l'époque.

S'adressant aux partisans d'Arabi Pacha qui ne faisaient que reprendre les idées de la révolution démocratique qui avait déjà eu lieu en Europe, Mohamed Abdou déclarait en 1882: "Jamais, chez aucune nation sur terre, les nobles et les riches ne sont allés jusqu'à se revendiquer de l'égalité avec le res-

te des gens et à réclamer la suppression de leurs privilèges et l'exercice de leurs fonctions avec la participation des classes inférieures de la société. Comment cela est-il arrivé aujourd'hui ? La devise de Dieu a-t-elle changé ? Ou alors la vertu serait-elle arrivée chez nous au point que vous ayez accepté et choisi consciemment de faire participer le reste de la nation à votre grandeur et de vous rabaisser ainsi au niveau de la populace sous prétexte d'attachement aux idéaux d'humanité et de justice ?... "(1).

La cristallisation du courant bourgeois-libéral autour du "WAFD" en Egypte et le développement du mouvement social ont fait éclater l'école de Mohamed Abdou en deux fractions ; la première, "illuministe-réformiste" sous la direction d'El-Kaouakibi, se prononce contre les privilèges du clergé musulman, pour la séparation de la religion et de l'Etat, pour la "justice sociale", etc. La deuxième, plus "orthodoxe" du point de vue de l'attachement aux valeurs islamiques, sous la direction de Rachid Rédha et Mohamed Zahroui qui attaqueront Mohamed Abdou qui refuse de proscrire photographie, téléphone et radio, verra apparaître dans ses rangs Hassan El-Bana, fondateur historique des "frères musulmans".

LA NATURE SOCIALE DE LA CONFRERIE

Dès le départ, Hassan El-Bana travaille avec un groupe qui ne cache même pas les liens étroits qu'il entretient avec le Palais et les gros propriétaires fonciers. Les personnalités les plus connues de la secte ne sont autres que des notables archi-haïs par les paysans : Abdelhamid Bek, Abdelaziz Chaouich, Ahmed Taïmour Bacha, Ahmed Sou-

kari, etc. Le secrétaire général de la secte, Abdelhakim Abidine, est un grand commerçant. C'est lui qui s'était chargé au début de financer la confrérie.

Aux cheikhs et notables d'El Azhar, Hassan El-Bana tenait un langage direct qui en dit long sur les motivations réelles de ce courant : "Si vous ne voulez

pas œuvrer pour Dieu, œuvrez au moins pour ce monde-ci et pour vous-mêmes. Sachez que si l'Islam perdait de son influence au sein de cette nation, ce serait la fin d'El-Azhar et des Oulémas. Vous ne trouverez pas de quoi vivre, ni de quoi dépenser. Défendez votre existence si vous ne défendez pas l'Islam" (2). C'est clair : les frères musulmans ont pour rôle de perpétuer l'obscurantisme et de cultiver l'opium de l'Islam dans les rangs des masses pour que les notables d'El-Azhar et d'ailleurs continuent à vivre en maîtres.

LA "GENEROSITE" DES BRITANNIQUES

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que les Britanniques aient fait preuve d'une "générosité" sans limites à l'égard des "frères musulmans", se chargeant de les financer directement, surtout lors de la seconde guerre impérialiste. La société britannique "Suez" a, par exemple, offert à la confrérie un cadeau de... 5000 livres égyptiennes durant cette période.

De tels exemples ne sont pas isolés : en 1946, la secte des "frères musulmans" possédait en Egypte :

- la société de presse El-Ikhouane, au capital de 50 000 livres ;
- la société d'imprimerie El-Ikhouane, au capital de 70000 livres ;
- la société arabe de publicité (capital de 100 000 livres) ;
- la société islamique de services (capital : 30 000 livres) ;
- la société arabe des mines au capital de 60 000 livres ;
- la société de textiles El-Ikhouane au capital de 8 000 livres ;
- la société de commerce et d'architecture (capital : 14000 livres) ;
- une société agricole possédant 800 fedans.

(3).

(suite p. 17)

(1) Docteur El-Hadioui, Abdallah Nadine, p. 177 (en arabe).

(2) Hassan El-Bana, Mémoires, p. 96 (en arabe).

(3) Rafa'at Saïd, Hassan El-Bana fondateur de la confrérie des Ikhouanes, p. 119 (en arabe).

CE QUE SONT LES «FRERES MUSULMANS»

(suite de la p. 16)

D'ailleurs, les "frères musulmans" eux-mêmes, n'ont jamais caché leurs liens avec les Britanniques et l'"aide" qu'ils en recevaient. Voici ce qu'on peut lire dans un de leurs journaux de l'époque : "Ce sont les Anglais qui ont pris l'initiative de nous contacter, parce qu'ils craignaient un rapprochement entre les Ikhouanes et le Palais. A la suite d'une discussion qui a porté sur les idées et le programme de la confrérie, le parlementaire anglais s'est déclaré prêt à donner une contribution financière pour aider la confrérie à accomplir sa mission" (4).

rie à accomplir sa mission" (4).

Les "frères musulmans" ont rendu aux Britanniques leurs services avec intérêt. Quand, au moment de la seconde guerre mondiale, Ali Maher s'est aligné sur l'Axe en entraînant derrière lui un certain nombre de cheikhs d'El-Azhar comme El-Moumaghi qui lançaient d'un même souffle "Allah Akbar" et "En avant, Rommel !", les "frères musulmans" étaient là pour prêcher que la colère d'Allah était dirigée contre tous les ennemis de l'Angleterre.

DES AUXILIAIRES DU PALAIS

En 1935, une délégation de "frères musulmans" s'est présentée devant Mohamed Achemaoui, alors ministre de l'enseignement et ami intime de Hassan El-Bana, qui lui a offert 5 000 livres. Le ministre a, de plus, promis de donner à la confrérie 1 000 livres supplémentaires pour chaque école ou chaque cercle inauguré par les "frères musulmans".

Dans leur organe *A-Nadhir*, les "frères musulmans" se faisaient objectivement les porte-parole du Palais en attaquant ceux qui critiquaient ou rejetaient la

constitution monarchique : "La confrérie des frères musulmans ne peut nier le respect qu'elle doit à la constitution (...) et ne peut susciter la haine des gens à son égard. Elle ne peut faire tout cela alors que c'est une confrérie fidèle, sachant que l'excitation du peuple signifie la révolution et que la révolution signifie la Fitna (hérésie) et que celle-ci mène à l'enfer" (5). Pour Hassan El-Bana, "la constitution (monarchique) dans son esprit et ses objectifs généraux ne contredit pas le Coran" (6).

DES MILICES ANTI-OUVRIERES

Les services rendus au roi Farouk et l'appui financier britannique ont permis aux "frères musulmans" de se renforcer. A la fin de la seconde guerre mondiale, ils sont passés de 400 à 2 000 cellules, chacune bénéficiant d'une mosquée ou d'une école, souvent des deux.

ouvrier doit être basée sur le respect et l'affection réciproques" (7). Par ailleurs, Hassan El-Bana déclarait : "les ouvriers doivent toujours se rappeler leur devoir à l'égard de Dieu, à l'égard de leur personne et à l'égard du patron" (8).

Il n'était pas rare que Hassan El-Bana en personne soit utilisé par le roi pour calmer la foule à l'occasion d'émeutes populaires. La presse de la confrérie n'hésitait pas à taxer les ouvriers qui dirigeaient les grèves d'"athéisme", notamment lors des émeutes ouvrières de 1946 dans la région de Choubra El-Kheima. "Il faut que l'ouvrier de cette région fasse preuve de piété et d'un comportement exemplaire... La relation entre le patron et l'ou-

Mais le travail des "frères musulmans" ne se limitait pas à la simple dénonciation du mouvement ouvrier. La confrérie n'hésitait pas à constituer de véritables milices anti-ouvrières pour participer au flicage et à la répression des capitalistes, de la monarchie, de l'impérialisme. Voici ce que déclarait un dirigeant "khoundji", Salah Eddin Abou El-Kheir, devant un tribunal : "Le département des renseignements des frères musulmans rassemblait des informations utiles lors des mouve-

ments et des émeutes et je sais que les frères musulmans ont mis la main sur de nombreuses cellules clandestines et les ont livrées à la police" (9).

*

Ce rappel de quelques éléments historiques suffit pour montrer la véritable nature de ce courant. Inutile de souligner que la soi-disant "opposition" de cette secte au régime de Nasser était basée dans la réalité sur des considérations réactionnaires. Les liens que les "frères musulmans" ont toujours eus avec les services secrets impérialistes et les régimes monarchiques arabes, comme celui d'Arabie saoudite, le prouvent. Par ailleurs, l'"opposition" des "frères musulmans" à des régimes bourgeois comme ceux de Nasser ou de Boumediène ne peut cacher le fait qu'ils constituent surtout une opposition active et acharnée au mouvement des ouvriers et des paysans pauvres. (10).

Contre la violence légale de l'Etat bourgeois, contre la violence para-légale des "frères musulmans", la classe ouvrière doit se préparer dès aujourd'hui pour réaliser les conditions d'une auto-défense efficace en utilisant le nombre et la concentration que lui donne le capitalisme.

(4) A-Nadhir, du 21/07/1946.

(5) A-Nadhir, 33, article de Hassan El-Bana, Les Ikhouanes et la constitution (en arabe).

(6) Anouar El-Djoundi, Les frères musulmans, p. 82 (en arabe).

(7) A-Nadhir, du 20/08/1946.

(8) Id., du 24/08/1946.

(9) Dossiers du tribunal général du peuple, année 1954, tome 1er (en arabe).

(10) Ce sera pour nous l'objet d'un travail ultérieur que d'analyser la portée sociale exacte de l'"opposition" des "frères musulmans" au régime en place en Algérie.

(suite de la p 13)

La réduction draconienne du temps de travail ne soulagera pas seulement l'humanité de la fatigue et des maladies que provoque la course effrénée au profit. Elle permettra enfin à tous les producteurs de participer à l'activité intellectuelle, qu'il s'agisse des sciences de la nature ou de la vie sociale, ou encore de la littérature et des arts.

Les conditions seront alors réalisées pour dépasser définitivement la division entre travail manuel et travail intellectuel, sur laquelle se sont développées les classes sociales, et pour en finir avec le confinement abrutissant dans les tâches répétitives et les spécialisations exclusives, le « métier » et la

« carrière » encensés par l'infécondité morale bourgeoise. Chaque membre de la société aura à cœur de participer aux tâches ingrates qui seront ainsi devenues d'un poids léger pour tous, et pourra exercer ses talents pour la collectivité dans les domaines les plus variés de l'activité sociale.

Avec la fin de cette division du travail, les tâches administratives, elles-mêmes déjà réduites et simplifiées au maximum par l'élimination du marché et de la valeur d'échange, pourront être réparties entre tous les membres de la société, et une machine administrative séparée de la population, qui est un des fondements de l'Etat, aura perdu toute justification.

Dans une telle société où aura définitivement disparu la guerre de tous contre tous

et tout individualisme, aura également disparu toute opposition durable entre individu et société. Dans la société de l'espèce unie, la participation à l'effort collectif sera devenue le premier besoin vital et le libre développement de chacun sera devenu, comme dit le Manifeste, « la condition du libre développement de tous ».

Voilà l'avenir radieux pour lequel des générations ont combattu, pour lequel des millions de prolétaires anonymes ont déjà versé leur sang, dans une lutte qui a déjà touché tous les continents. C'est celui que connaîtront les générations à venir si nous savons relever le drapeau que la contre-révolution a voulu détruire. C'est celui pour lequel combat notre parti.

L' « OPPOSITION » ALGERIENNE OU LES MEFAITS DE L'ORIENTATION DEMOCRATIQUE ET INTERCLASSISTE.

La répression féroce par laquelle l'Etat bourgeois a répondu aux manifestations et aux émeutes qui ont eu lieu en Kabylie et qui ont eu des répercussions ailleurs, notamment à Alger n' a pas manqué de susciter les réactions de l' "opposition" algérienne qui a trouvé l'occasion idéale pour dénoncer le "régime de l' arbitraire" et appeler au respect de la démocratie, des " droits de l'homme" et autres mensonges bourgeois.

Même le FFS qui a brillé pour son absence sur la scène politique que ce soit en Algérie ou dans l'émigration durant toutes ces dernières années difficiles a tenu cette fois-ci à ne pas rester à l'écart de l'agitation politique engendrée par l'émersion des luttes sociales et l'escalade de la répression bourgeoise.

Mais en quoi consiste le travail politique du FFS ? Qu'est-ce qu'il propose concrètement pour combattre la répression bourgeoise qui sévit contre les masses en Algérie ? Comment entend-il se solidariser avec les militants qui croupissent dans les geôles de la bourgeoisie pour avoir osé lutter ? " Les communautés nationale et internationale doivent exiger des procès publics réguliers et équitables conformes aux traditions de justice et à l'honneur de notre pays ainsi qu'aux conventions internationales pour la protection des droits de l'homme ". (1)

En somme le FFS se contente de pousser des cris d'indignation parce que la bourgeoisie algérienne tourne le dos au formalisme démocratique que les bourgeoisies occidentales impérialistes font encore semblant de vénérer tant qu'elles ne ressentent pas le besoin de passer à l'attaque frontale contre le prolétariat et tant qu'elles ont à leur disposition de grands partis soi-disant "socialiste" et "communiste" spécialisés dans le flicage et l'encadrement de la classe ouvrière à des fins de conservation de l'ordre social existant.

Certes exiger des procès publics peut être envisagé dans certaines conditions déterminées par le rapport de forces sociales.

Mais exiger des procès publics "équitables" et "conformes aux conventions internationales" ne revient-il pas à faire croire aux masses qu'il pourrait y avoir dans le cadre de la société capitaliste des procès qui ne soient pas l'expression de la violence sociale de la bourgeoisie ? N'est-ce pas tromper ceux

qui luttent généreusement contre l'Etat bourgeois ?

En vérité le FFS ne veut pas et ne peut pas de par sa nature petite-bourgeoise, nationaliste et démocratique lutter contre l'Etat de la bourgeoisie. Ce qu'il cherche c'est seulement le changement de la forme de domination politique des classes dirigeantes sur les masses laboureuses. Même quand il parle des "droits de l'homme", il s'empresse d'ajouter comme pour rassurer la bourgeoisie : " L'homme a des droits inviolables et sacrés que l'Etat a le devoir de protéger"(2) Ainsi l'Etat ne serait plus une bande armée au service de la bourgeoisie mais une institution qui devrait protéger tous les citoyens sans distinction sociale. On nage dans la conception bourgeoise-libérale archi-mensongère et démolie plus d'une fois par le marxisme révolutionnaire.

Malgré son langage "socialisant" et soi-disant "de gauche", le PRS n'est pas très loin des positions du FFS en ce qui concerne l'attitude vis-à-vis de l'Etat, de la répression bourgeoise et des moyens à envisager pour s'y opposer réellement. Dans son communiqué du 21/4/80, le PRS "lance un appel aux Algériens et à l'opinion internationale" pour dénoncer la répression en Algérie.

Au moment même où la montée des luttes sociales en réaction à l'approfondissement de la crise du capitalisme pousse l'Etat en Algérie à jeter le masque et à montrer sa véritable nature de classe bourgeoise, ce qui ne manquera pas à la longue d'aiguiser la lutte de classe et d'user en core plus le sentiment nationaliste qui paralyse les masses exploitées, le PRS s'adresse aux ALGERIENS sans aucune distinction de classe pour lutter contre la répression bourgeoise.

N'est-ce pas là une orientation politique qui contribue à entretenir l'idéologie nationaliste et interclassiste dont se sert précisément l'Etat bourgeois pour faire oublier aux prolétaires

et aux paysans pauvres qu'ils ont des intérêts immédiats et historiques bien distincts qui ne peuvent que se contredire avec ceux de la bourgeoisie ?

N'est-ce pas là une orientation qui rejoint celle du PAGES qui justifie sa politique de collaboration de classes au nom des "exigences patriotiques" de l' "étape démocratique" ?

Pour montrer comment de telles positions ne peuvent mener qu'aux compromis les plus honteux avec des fractions bourgeoises sinon avec le régime actuellement en place, il suffit de citer ce passage: "Le mouvement pour imposer le respect des Droits de l'homme et les libertés démocratiques se développe DANS TOUTES LES COUCHES DE LA SOCIÉTÉ (c'est nous qui soulignons), provoquant des remous, Y COMPRIS DANS LES HAUTES SPHERES DU POUVOIR.(id.)"(3)

Voilà à qui s'adresse le parti de la "révolution socialiste"! Il se réjouit en voyant que les principes sacro-saints de la "démocratie universelle" et des "droits de l'homme" ont passé les frontières du Comité Central du FLN ! Cela n'est pas étonnant lorsqu'on connaît la réaction du PRS au lendemain de l'accession de Chadli à la présidence et du remaniement ministériel qui l'a suivi. " Certaines personnalités telles que le nouveau ministre des affaires étrangères, Ben Yahia, pouvaient manifester un esprit moins autocratique, moins pénétré de socialisme farfelu, qui est actuellement de règle en Algérie. VOILA QUI POURRAIT AMENER A LA LONGUE UN RAPPROCHEMENT ENTRE LE POUVOIR EN PLACE ET L'OPPOSITION".(c'est nous qui soulignons),(4).

Contre toutes ces orientations qui ne peuvent que retarder l'éveil de la conscience de classe du jeune prolétariat algérien, nous revendiquons les principes et les méthodes de la lutte de classe directe qui se place nécessairement sur le terrain de la force et qui utilise le

(suite p. 19)

- (1) Déclaration de Aït-Ahmed publiée dans dans un tract du FFS.
- (2) Avant-projet de plate-forme politique du FFS, avril 79.
- (3) Algérie-Démocratie n°2, mai 1980.
- (4) Déclaration de Boudiaf, Lettre d'El Jarida du 3/4/79.

le centrisme éternel des trotskystes

Les partis nationalistes petits-bourgeois n'ont pas le monopole de l'orientation démocratique et interclassiste. Loin de là. Les trotskystes les accompagnent une bonne partie du chemin qui conduira un jour si on les suit bien ... à l'"assemblée constituante"!

Les fantasmes du CLTA ne sont pas inconnus de nos lecteurs. *"La mort de Bourguiba, clé de voûte de tout le système, (on se croirait dans un roman policier) a ouvert, selon les trotsko-lambertistes, une brèche au sein de l'appareil d'Etat que Chadli n'est jamais parvenu àcolmater"*(1)

Avec la rhétorique et la démagogie dont ils sont les spécialistes célèbres, ces messieurs n'hésitent pas à décréter à partir de ... Vincennes sans doute que *"c'est la révolution prolétarienne qui mûrit"* en Algérie à la suite des manifestations et des grèves qui ont eu lieu ! Ceci ne les empêche pas de travailler la main dans la main avec des comités-bidons créés à l'initiative des partis nationalistes petits-bourgeois avec cette différence qu'eux n'hésitent pas à donner une coloration "de gauche" à l'appel au "soutien" des organisations démocratiques et syndicales même s'ils ont une préférence pour le PS et FO.

Que signifie cette "tactique" qui consiste à appeler le soutien des forces politiques qui étaient hier des complices actifs du colonialisme français contre les masses algériennes en révolte et qui demeurent aujourd'hui liées par mille fils à l'Etat impérialiste français comme l'atteste leur position criminelle et social-chauvine dans la question de l'immigration et qui en plus n'ont jamais cessé de faire l'apologie de l'Etat bourgeois en Algérie ?

Quant au GCR qui était il y a quelques mois "pour l'arabisation" en Algérie, son opportunisme foncier l'a conduit à prendre le train en marche puisqu'il

L'"OPPOSITION" ALGERIENNE

(suite de la p. 18)

nombre, la concentration, la détermination et la situation décisive des travailleurs dans l'appareil productif pour faire pression sur l'adversaire, pour lui arracher les revendications économiques, sociales et politiques sans compromettre pour autant l'organisation indépendante de la classe, indispensable pour les luttes plus vastes de demain.

se prononce maintenant *"pour une arabisation basée sur le parler populaire"*! En effet, pour le GCR *"le combat pour l'arabisation et celui du berbère rentrent dans le cadre des tâches nationales démocratiques de la nation algérienne encore opprimée et dominée par l'impérialisme"* (2)

D'autre part, ces gens-là justifient la lutte pour enseigner et apprendre le berbère au nom de l'idôle archibourgeoise de l'"Identité Nationale". C'est là un terrain bien curieux pour des "communistes révolutionnaires".

Ce ne sont donc pas les exigences de l'unification des rangs des prolétaires et des masses exploitées qui les guident, non, ce sont les principes nationaux-démocratiques devant lesquels se prosternent les bourgeois grands et petits. (3)

Quelle a été la position du GCR en ce qui concerne la lutte indispensable contre la répression bourgeoise ? Ces messieurs qui se réclament du communisme révolutionnaire pleurnichent parce que *"l'UGTA n'a pas fait son devoir de syndicat des travailleurs. Elle n'a pas défendu les travailleurs de la SONELEC, de l'université et de l'hôpital martyrisés et emprisonnés à Tizi. Elle n'a pas appuyé les médecins, les enseignants et les étudiants d'Alger en lutte contre la répression. Nous demanderons partout des comptes à la direction syndicale..."*.

Où ces messieurs font semblant de se poser des questions sur l'attitude de l'UGTA pour des raisons "tactiques" comme ils se plaisent à le dire et pour pousser les travailleurs à demander des comptes" à la direction syndicale afin de la ramener sur un terrain de classe, mais dans ce cas ils ne font que leurrer les travailleurs et ils ne pourront au mieux qu'entretenir parmi eux des illusions paralysantes, ou alors ils ne savent pas que l'UGTA existe justement... pour ne pas défendre les travailleurs et, même plus, pour les encadrer et les empêcher de lutter, ce qui serait faire preuve d'une rare imbécillité.

(1) Tribune algérienne, mai 1980.

(2) Tract du 15/5/80. Toutes les citations du GCR en sont extraites.

(3) Pour des raisons de place, nous ne pouvons pas revenir sur notre position sur la "question culturelle et linguistique". Nous renvoyons le lecteur au numéro spécial d'El Oumami de mai 1980.

Le GMR tunisien :

Tactique ou prostitution ?

Nous avons vu comment la bourgeoisie tunisienne tente de jouer la carte d'une "ouverture" politique destinée à tromper les ouvriers et à leur faire oublier les massacres du 26 janvier. Pour le GMR (groupe sympathisant de la IVe Internationale) les choses ne sont pas aussi claires. *"Les travailleurs qui ont résisté au coup de force, la Résistance syndicale, doivent profiter de la nouvelle situation ainsi créée pour demander le jugement des responsables du 26 janvier, la libération de tous les détenus et la réintégration de tous ceux qui ont été éliminés après le 26 janvier, et le départ de la direction fantôme imposée à la tête de l'UGTT"*. (1)

L'Etat bourgeois peut-il juger les responsables du 26 janvier ? Le responsable en chef des massacres, n'est-ce pas l'Etat bourgeois lui-même ? Et à supposer que l'Etat se mette à faire semblant de juger des bouc-émissaires pour se laver les mains, des marxistes révolutionnaires ont-ils intérêt à travailler pour ... blanchir l'Etat bourgeois ?

Les trotskystes du GMR vont plus loin : *"Le pouvoir prétend présenter une façade libérale et démocratique. Il faut le mettre au pied du mur. Les démocrates-socialistes sont aujourd'hui dans l'anti-chambre du pouvoir. Il faut se préparer à leur demander des comptes, à leur rappeler le programme démocratique qu'ils défendaient dans l'opposition"*(2)

Voilà où mène le tacticisme effréné des trotskystes. Une tactique qui ne repose pas sur les principes, notamment sur le principe de l'antagonisme irréductible qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie et à ses valets, et qui ne pourra jamais assurer à la classe la cohésion et l'assurance dont elle a besoin pour affronter la bourgeoisie et son Etat. C'est pourquoi il est indispensable de la combattre.

(1) Brochure du GMR intitulée : *montée des luttes ouvrières et recomposition politique de la bourgeoisie*, avril 1980 p.5

(2) idem. p.14

LISEZ
LE PROLETAIRE
bimensuel

PAGS : les chiens de garde de la bourgeoisie

Les courants soi-disant d'"extrême-gauche" comme les trotskystes qui soutiennent que la montée des luttes sociales et l'amplification de la répression bourgeoise qui s'en suit ne manqueront pas de "radicaliser" les néo-staliniens du PAGS ont sans doute été bien embarrassés.

Face au déchaînement de la répression bourgeoise contre les grévistes et les manifestants qui sont descendus dans la rue pour réclamer leurs droits, le PAGS n'a pas changé d'un pouce sa position de toujours : s'il y a des grèves et des manifestations, ce n'est pas parce qu'il y a exploitation et oppression capitalistes en Algérie, c'est seulement parce que les autorités locales n'appliquent pas les orientations de la "charte nationale" et les directives du gouvernement !

La conclusion que tirent les démagogues du PAGS est la même d'ailleurs que celle qui a été tirée par la presse officielle : les masses ont certes des revendications légitimes mais elles n'auraient pas dû les poser en descendant dans la rue, en brûlant les édifices publics, etc. Par conséquent, l'Etat ne doit pas confondre les masses et ceux qui utilisent les problèmes des masses à des fins politiques.

Telle est la position du PAGS. Cela revient à conseiller à l'Etat bourgeois de "raffiner" sa répression, de sélectionner les éléments sur qui il doit taper. C'est une position en somme hypocrite et criminelle. Hypocrite parce qu'elle fait siens les arguments mensongers de la bourgeoisie suivant lesquels les "manipulateurs" du mouvement seraient purement et simplement des "agents de la réaction et de l'impérialisme". Criminelle parce qu'elle cherche à isoler les militants combattifs d'avant-garde du mouvement social qui leur a donné naissance et pour le développement duquel ils ont prouvé une générosité et une détermination formidables.

Par ailleurs, le PAGS cherche à se faire une virginité politique en lançant une offensive purement verbale contre les "frères musulmans" qui se sont montrés particulièrement actifs ces derniers temps contre le mouvement des travailleurs et des étudiants en lutte contre la répression bourgeoise.

Mais là également le PAGS ne peut cacher son aplatissement complet devant la bourgeoisie.

Les néo-staliniens vendus à l'Etat bourgeois n'attaquent pas les "frères musulmans" pour leurs agressions contre les jeunes combattifs mais parce qu'ils seraient "un élément du plan de déstabilisation du régime progressiste de l'Algérie"

A entendre les pagsistes, les "frères musulmans" ne seraient pas payés et appuyés par des gens siégeant dans les hautes sphères de l'Etat bourgeois ! La fable bourgeoise dont le PAGS se fait l'écho ne trompe plus grand monde. A ceux qui nous rebattent les oreilles avec ces histoires de "déstabilisation du régime progressiste de l'Algérie" nous poserons de petites questions : les impérialistes américains et français qui fournissent tranquillement avec la bourgeoisie algérienne sur le dos de la classe ouvrière ont-ils intérêt à "déstabiliser" l'Algérie ? Qui entraîne l'armée et la police algériennes ? Qui leur vend les armes et leur donne des conseils en matière de répression ? Les chiens - bergers allemands - utilisés par les forces de l'ordre ne sont-ils pas fournis précisément... par les pays impérialistes ?

Et même quand le PAGS fait semblant de lutter contre les "frères musulmans", que fait-il pratiquement ? D'abord en agitant cet épouvantail, le PAGS cherche à faire oublier la répression officielle et légale de l'Etat bourgeois. Ensuite, il cherche à désarmer politiquement et physiquement les éléments qui ressentent le besoin de riposter réellement aux agressions des "frères musulmans".

Le pacifisme du PAGS apparaît clairement quand la CNE de l'UNJA qu'il anime met en avant les moyens qu'elle envisage pour "lutter" contre les bandes de "frères musulmans" : "Nous appelons tous les patriotes, tous les partisans de la démocratie révolutionnaire, tous les musulmans sincères à se démarquer de ces charlatans pour faire reculer le climat de terreur et faire cesser les actes de violence. (...) Manifestons sous diverses formes notre protestation par des motions, délégations, péti-

tions, AG dans nos amphithéâtres et instituts" et cela, affirme-t-elle, "Pour renforcer l'union patriotique autour du président Chadli pour l'application de la Charte nationale et les résolutions du 4e congrès du FLN".

C'est clair. L'Etat en Algérie vient de lever le voile sur sa véritable nature de classe anti-prolétarienne en envoyant ses CNS massacrer les ouvriers de la SONELEC et de l'hôpital de Tizi ainsi que les jeunes étudiants et lycéens qui luttent contre la répression et en emprisonnant des centaines de militants combattifs. Le PAGS se fout de tout cela. Il ne change pas sa position servile à l'égard de l'Etat bourgeois. Il ne peut changer de par sa nature et sa fonction hitloriques : un parti opportuniste qui doit embrigader les ouvriers et les jeunes pour le grand bien de la bourgeoisie. Bref, un parti de chiens de garde au service des patrons et de leur Etat. Un parti contre lequel la classe ouvrière devra nécessairement lutter pour pouvoir affronter l'Etat bourgeois.

PRESSE DU PARTI

LE PROLETAIRE

bimensuel en langue française

PROGRAMME COMMUNISTE

revue théorique trimestrielle

COMMUNIST PROGRAM

revue théorique en langue anglaise

IL PROGRAMMA COMUNISTA

bimensuel en langue italienne

EL PROGRAMA COMUNISTA

revue théorique en langue espagnole

EL COMUNISTA

mensuel en langue espagnol

EL PROLETARIO

mensuel pour l'Amérique latine

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

revue théorique en langue allemande

PROLETARIER

mensuel en langue allemande

EL OUMAMI

mensuel bilingue français-arabe

ان خيانة المقاومة لجماهير العمال في تل الزعتر لن تحول دون أن نستقي العبر النضالية من بطولة هذه التجربة رغم قساوتها بل ان ذلك سيريدنا يقينا بأن ملحمة البطولة والسخاء التي سطرتها دماء العمال في التل سنظل رمزا كفاحيا لهذه الطبقة التي ليس لها أي احتياطي أن تخسره في حربها سوى فيودها فتذهب في عطائها حتى النهاية . ولن يكون أمامها اذا ما ارادت الا تذهب دماؤها هدرا سوى أن تدخل ساحة الصراع الطبقي هذه المرة بيرنامجها الخاص وقيادتها الخاصة بالالتفاف حول حربها الطبقي .

الملاحظات :

- (1) العمل 14 نيسان 75 .
- (2) العمل 14 - 8 - 76 .
- (3) بيان عسكري كتاشي صدر في 17 آب 76 .
- (4) يوميات الحرب الاهلية في لبنان . اعداد منظمة التحرير ص 397 .
- (5) تل الزعتر الرمز والاسطورة ص 45 كتاب أصدرته ج. ش.ت.ف.
- (6) الشهور مرة أخرى كتاب أصدرته ج. د.ت.ف. ص 80
- (7) نفس المصدر ص 198 .
- (8) نفس المصدر ص 222 .
- (9) نفس المصدر ص 229 .

ساندوا صحافة الحزب الأُممية تبرعوا ! ! اشتركوا !

ما يتميز به حزبنا

- ان حزبنا يتميز بالموافاة المتألمة :
- * المتألمة بالعطف الذي ينطلق من ماركس الى لينين ثم الى تأسيس الأُممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي في إيطاليا ، (ليفورنو 1921) .
- * نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الأُممية ومد نظرية الاشتراكية في بلدواحد وضد الثورة المضادة الستالينية .
- * رفض الجبهات الشعبية وكنل المقاومة .
- * الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالملعة مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية

حول المظاهرات الأخيرة في الجزائر

(بقية ص 22)

- * فليست القمع البرجوازي بما فيه في المجال الثقافي ، وهذا يعني إيقاف التنكيل بمن يريدون التحدث والتعلم والتعليم الحر للقاءات الشعبية .
- * النضال الطبقي العنيد لانتزاع حق الاضراب والتعبير والاجتماع والتجمع ، من الدولة البرجوازية .
- * لا لفخ الوحدة الوطنية ، ليس هناك من أخوة بين المستغلين (بفتح الغين) والمستغلين .
- * عاشت وحدة البروليتاريين والجماهير المستغلة من فوق كل العوائق اللغوية .

وفي حين كانت جماهير تل الزعتر غارقة في بحر من الدماء تتلقى وحشية الغزاة ببطولة نادرة على مدى 52 يوما من حصار فقد فيه الغذاء سوى العدس وأصبح كوب الماء يساوي كوبا من الدماء كانت قيادة المقاومة تفاوض على أعتاب الانظمة العربية ذات التاريخ الحافل في خيانة الجماهير وقمعها وذات التقاليد الراسخة في الرجعية والعمالة للامبريالية العالمية مثل نظامي خالد فسي العربية السعودية والسادات في مصر بل أكثر من ذلك كانت تتسكع على أبواب دمشق لتستجدي حافظ الأسد الذي كان غارقا حتى اذنيه في دماء شهداء تل الزعتر ، وتجلس على طاولة المفاوضات في عقر دار اليمين الكتاشي.

انها لأمثلة بسيطة تعبر عن تخلي المقاومة التام عن النضال المسلح والمساومة دون رجعة على دماء الجماهير الفلسطينية نفسها لصالح الانظمة السائدة . وكان واضحا بأن ما حدث في تل الزعتر ليس خسارة معركة عسكرية بل استكشاف من قيادة المقاومة عن مد يد المساعدة للجماهير المحاصرة حتى لا تطرد بالنظام السوري . وكانت الحوارات اللاسلكية وتصريحات بعض المقاتلين الذين خرجوا احياء تشير صراحة الى ذلك :⁵ بعد أن اخلي سكان التل عبر الاحراج بعضهم سار بمجموعة تضم مائتين وستين شخصا . ساروا مع بعضهم البعض ووصلوا جميعا سالمين الى المنطقة الغربية . ألم يكن في وسع المقاومة أن ترسل من على نفس الطريق مئات المقاتلين ؟؟⁽⁶⁾ أما أجوبة القيادة عبر اللاسلكي الى المخيم المستعيت الذي لا ينفك عن طلب الاسناد العسكري لتخفيف وحشية القصف فكانت من نوع :⁷ لا داعي لتكرار طلب الاسناد . المهم تنظيم عملية استعادة الموقف من جانبكم⁽⁷⁾ وادركت الجماهير بسرعة طلوع القيادة في المؤامرة فماذا يعني موقفها المتفرج أمام معركة من الواضح عسكريا أنها لن تنتهي سوى بسحق العمال المحاصرين اذا لم يتم اسنادهم من خارج أو على الأقل تمويلهم ؟ . فبدأت تتهم وتطالب مقاتلي مختلف المنظمات بموقف واضح من فساداتها وكان ردات فعل هؤلاء تخرج منهية عبر اللاسلكي لتعبر عن ضيقهم واحراجهم من عدم امكانية تغطية الخيانة :⁸ الوضع خطير اذا لم تنظم الاتلات ستقطع الاتصال معكم ...⁹ وضعنا أمام الجماهير خرج وضع . القصف مستمر وعنيف يرجى فورا الرد بالاسناد المدفعي من طرفكم⁽⁸⁾ . وابت المقاومة ان تستجيب بل بدأت بافراغ الشقق واعادها لمن سيخرج حيا من تل الزعتر . فبينما حزمت أمرها سلفا بالتخلي عن الجماهير كناسات

نسمع عبر اللاسلكي أيضا آخر أصوات التكتف في 11 آب :¹⁰ الوضع سي للغاية ، المعنويات منهارة . كوادر المقاومة بائسة من ايجاد موقف مشرف (الوضع لا يطاق . انقذوا جماهيركم محل سريع قبل موت الآوان⁽⁹⁾ .

الى قراء جريدتنا الافاضل :

نرجو ان تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وان تبدوا لنا ملاحظاتكم وتزودونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقتنا وراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton, 75012 Paris.

من المهاجرين الجزائريين. وتقدر مصادر اخرى بأن القبائليين يشكلون لوحدهم نسبة 65 % من المهاجرين الجزائريين الموجودين في فرنسا من الواضح في هذه الظروف بأن الاجراء التعسفي الذي أوحى للسلطات بمنع كونفرانس مولود مامري عن الشعر البربري القديم ، لم تكن سوى القشة التي قصمت ظهر البعير .

ولكن الطابع الجماهيري الذي اتخذته الاضراب العام في 16 ابريل يتيح لنا بصورة خاصة تقدير موضوعي للبعد الاجتماعي ، والسياسي للمظاهرات التي فضل البعض انسجاما مع ميولهم وصمها بربرية . الواقع ، أنه في هذا اليوم التقى جنبا الى جنب التلامذة والطلبة مع الفلاحين المستأجرين الذين نزلوا من القرى ومع اعمال المصانع المجاورة الذين اتوا بدورهم ليعبروا عن غضبهم ازاء تدخل قوى النظام .

فعندما احتل رجال الأمن في فجر 20 (ابريل) المركز الجامعي في تيزي وزو ونتج عن تدخلهم الوحشي ثلاثين قتيلا وحوالي 450 جريحا ، لم يعد الشك يساور أحد في حقيقة ما حدث مهما كانت المعلومات ضئيلة . فشبت الحركة شيئا سريعا . واحتل عمال شركة الكهرباء (SONELEC) حوالي الألف عامل المصنع كتعبير عن تضامنهم مع ضحايا القمع البرجوازي بحيث نشبت عندها معركة مواجهة مخططة بينهم وبين قوات السلطة الذين حاولوا طردهم واخلاء المصنع . فانتبه العمال الى التهديد بتنجير المركز الكهربائي اذا ما حاولت فرق القمع احتلال المصنع . فظلا عن ذلك صمم 4000 عامل من السونيتكس في دراعا بن خذء بالأا يبقوا مكتوفي الايدي وكان هؤلاء العمال قد قاموا بالاضراب عدة مرات هذا العام (وحصلوا في الاضراب الأخير على زيادة 450 دينار جزائري) .

انها لبضعة أمثلة تبرز بأنه خلق المظاهرات المسماة بربرية بلوح دخول الطبقة العاملة المسرح الاجتماعي . وقد اظهرت الطبقة العاملة خلال اضرابات صيف 1977 حماسها بأن تعيد الملة مع التقاليد النضالية وأساليب الصراع الطبقي الخاص بالحركة العمالية العالمية مثل : الاضراب ، فرق لحماية استمرارية الاضراب ، الاحتلالات ، مظاهرات الشوارع ، الدفاع الذاتي العمالي ، الخ ...

لقد شرحنا في بيان ثم توزيعه في الجزائر وبين المهاجرين في فرنسا وحيث استعدنا فيه باختصار تحليل الأحداث الأخيرة بأن وحدة صفوف المستغلين تغتري نهالا ضاربا ضد الاصطهاد من كل نوع ولكن هذا لن يمنعنا كشيوخين ثوريين من تحذير الشباب الذين يودون النضال الفعلي ضد القمع البرجوازي والاستغلال الرأسمالي الذي ينتج عنه ، مقبة الوقوع في الحلول الخاطئة للتيارات البربرية مثل الـ (F.F.S.) العاجزة فطريا ان تنفذ على الارضية الخصبة الوحيدة التي يقرها التاريخ أي أرضية الصراع الطبقي .

وقد ختم البيان بتوجيهات عامة من واجب الحزب ادخالها على الحركة الاجتماعية التي قامت آنفا بادخال بعضها بمشابة شعارات حية فلنشاضل اذا من أجل :

- * اخراج فوراً عن كل الموقوفين والمتهميين .
- * ايقاف الملاحقات القانونية وكل أنواع التكنيك البوليسية مثل اقتفاء الاثر والترهيب .
- * إلغاء الاجراء الذي يحرم حق تأجيل الخدمة العسكرية لكل الطلاب والشباب المعنيين .

(يتبع ص 21)

تعتبر منها الاضرابات والفتن مما يسبب في تدمير الحياة في منطقة تحوي ثروة لبنان الصناعية* (3) .

ومع انفجار الحرب الاهلية بدأت البرجوازية تقتص . وانصب حقدنا على حزام البؤس فدمرته تدميرا كاملا وسقطت الاحياء العمالية كلها الواحد بعد الآخر : سنيه ، حارة الغوارنة ، الصباحية ، المسلخ الكرنتينا ، حي التنك ، النبعة ، برج حمود ، المكلس ، حرش شابست وآخرها تل الزعتر . أحياء لم يبق من بعضها حجرا فوق حجر .

في ظل ازدواجية السلطة اذا . وهزلة الدولة أمام العصيان المسلح كان لا بد للرأسماليين ان يأخذو زمام الامور بأيديهم للحفاظ على مصالحهم التي يتهدهدها وجود السلاح بين أيدي العمال . وكان النظام السوري يرى في تل الزعتر تعبيرا عن الافرازات الموضوعية لوجود المقاومة الفلسطينية الذي خلق ازدواجية في السلطة في لبنان بتسريبه السلاح بكميات هائلة بين يدي الجماهير فوضعية المخيمات والاحياء العمالية الفقيرة التي أصبحت ترسانات للأسلحة غدت عائقا أساسيا على طريق ارساء دولة قوية في لبنان . وكان لا بد لمشروعه ، الوثيقة الدستورية لحل الطائفية السياسية

في لبنان وتوحيد البرجوازية في دولة قوية ، ان يمر عبر خنق أنفاس المارد الجماهيري . وقد صرح حافظ الأسد أبان حصار تل الزعتر بأن تدخلهم العسكري في لبنان ليس خرقا للشرعية لأنه لا يوجد دولة في لبنان . وان دورهم يقوم بالضبط في وضع حد للتمرد التي لم تعد الدولة في بنيتها الحالية قادرة على القيام به في ظل تعددية السلطات في البلاد وخاصة سلطة المقاومة* مما يعتبر برأي النظام السوري* تدخلا منها في شؤون لبنان الداخلية خلافا لميثاق منظمة التحرير الذي ينص على عدم التدخل في شؤون أي بلد عربي* (4) .

لقد وضع اليمين بكافة منظماته ثقله العسكري في معركة تل الزعتر ودخلت دبابات النظام السوري وصواريخه العمرية في مواجهة شرسة لبيوت العفص . الا أن جماهير التل العمالية قررت الصمود حتى آخر قطرة دم فشككت قيادة عسكرية داخلية ووجهت رسالة الى غرفة عمليات قيادة المقاومة :* نحن هنا أخذنا قرارنا ، وهو قرار نهائي اننا سوف نناضل حتى آخر قطرة من دمائنا ، فليس لدينا خيار سوى بين حطين اثنين : اما الصمود حتى آخر قطرة من دمائنا والاستشهاد واما ان نكسر شوكة الهجمة الفاشية (الكتاب) ونفوت على الفاشيين فرصة اشباع شهوة الدم فيهم . سوف نبقي صامدين حتى تنفذ كل طاقاتنا وكل امكاناتنا ، وجماهيرنا هنا لها امل كبير في ان تستطيعوا الوصول اليها لافشال مخطط أعداء شعبنا الفلسطيني واللبناني سواء منهم الفاشيون او حكام دمشق* الا ان قيادة المقاومة الفلسطينية والحركة الوطنية (الاحزاب والقوى اليسارية كانت تعتبر بأن الحرب الدائرة هي حرب قذرة

وليس من مصلحتنا لانها حرب جانبية تصرفنا عن محاربة العدو الاساسي اسرائيل وبالتالي يجب أن نوقف هذه الحرب بأي ثمن ... ولو أوقفنا إطلاق النار من جانبنا لاوقف الكتاب والاحرار حرسهم غير المقدسة دنا* . وحين كان المعناتلون يطالبون بخطة عسكرية لحماية تل الزعتر من احتلال وتحصين المناطق الشعبية المحيطة مثل النبعة وسلاف سانت قيادة فتح تجيب بأن النبعة والسلاف وحرش شابست ليست عكا

جيفا والقدس حتى نحتلها* (5)

(يتبع ص 21)

في ذكرى صمود بروليتاريا تل الزعتر

(بقية ص 24)

ومجبهة الهوية . وأقطع من ذلك هناك أمكنة ومناطق على الاراضي اللبنانية وفي قلب المدن خارجة عن كل سلطة وحتى عن سلطة المقاومة الشي الذي جعلها ملجأ لكل الخارجين على القانون⁽¹⁾ وعندما أراد بشير الجميل القائد العسكري للكتائب تحديد هدف اليمين من حصار تل الزعتر قال : "معسكر تل الزعتر والكرنتينسا خلق وجودهما منطقة محرمة على الجيش اللبناني وعلى الدولة اللبنانية وكانا مركزا لنشاط العديد من المنظمات الارهابية العربية واللبنانية والدولية . ان منطقة تل الزعتر هي منطقة حيوية للبنانيين لأنها منطقة صناعية وأقول أكثر ان 40 ٪ من صناعتنا موجودة في منطقة المكلس - تل الزعتر⁽²⁾ .

والحقيقة ان عمال تل الزعتر لم ينفوا عند حد التمرد على رب العمل بل تخطوه الى التمرد على كل قانون . وهذه لم تكن حال المخيمات فحسب بل حال منطقة حزام البؤس المحاط بسيروت برمته . فقد كان العمال يرفضون كل حق برجوازي للدولة في أخذ الضريبة . ولم يكن يكلف التارخ من الريف انتقاله الى العاصمة سوى اضافة كوخ جديد يبنيه على أملاك الدولة أو أملاك رجال الدين ويمد اليه الماء والكهرباء عبر البيوت الأخرى .

لقد حاولت الدولة على امتداد السبعينات ادخال دول الفقراء والخارجيين على القانون الى حظيرة الدولة من جهة ووضع حد مسن جهة أخرى لامتداد بيوت التنك التي بلغت الضعف بين سنوات 72-75 على الأخص . ففي عام 70 قامت الدولة بتدمير الاكواخ التي بناها النازحون من الريف الجنوبي في منطقة المكلس المحاذية لتل الزعتر وكان وزير الداخلية في حينه كمال جنبلاط زعيم اليسار اللبناني . كذلك قام "الوجه الوطني" رشيد كرامي بتقديم مشروع للاسكان

يقتضي بتدمير هذه الاحياء والتزام الدولة بمشروع بناء بيوت مكانها لكي يسري عليها على الأقل حق الدولة في ضريبة السكن والماء والكهرباء وادخالها السجلات الرسمية لامكان ضبطها والاشراف عليها . كذلك قدمت مشاريع كثيرة لتدمير احياء المسلخ والتنك ونقلها ، لتشكلها خطر على أمن الدولة من جهة ولإعادة أرضها الى وقف الرهبانيات المارونية .

وفي عام 74 ادت محاولات الدولة في قطع الكهرباء عن احياء العمروسة الى اشتباك بالكلاشكوفات شاركت فيه نساء العمال بالعصي . كما قدم مشروع لتدمير حي عمالي هو المباحية لتوسيع ثكنة عسكرية تقع بموازاته . هذه المحاولات وغيرها باءت بالفشل في ظل موجه تصاعد المد الجماهيري المسلح الذي استفاد موضوعيا من دخول المقاومة الفلسطينية للساحة اللبنانية انما تخطاها الى أبعد منها الى ساحة الصراع الطبقي .

ان الذي أكسب الغليان الاجتماعي للبروليتاريا المتشراة على أبواب المدن ، طابعا مدمرا ومهددا ينسف الأرض تحت أقدام الرأسمالية وسلطتهم هو السلاح الذي بات يلعب في كل يد في المخيم والمصنع ووراء كل باب من ابواب الاكواخ الفقيرة . ففي لائحة اصدرها اليمين الكتائبي حول نسبة التواجد المسلح في المخيم جاء بأنه يوجد :
" 3006 مقاتل محترف في تل الزعتر بالإضافة الى 2471 مقاتل في النبعة (حي شعبي ضخم ملاصق للمخيم) و 7 آلاف ميليشيا في المخيم .. مما جعله ... قواعد عسكرية ومستودعات للذخيرة والسلاح وجورا

يعانون من شتى أصناف الاضطهاد وأشد أنواع الاستغلال الاقتصادي كونهم بأكثرية من العمال الاجانب . فالعامل الفلسطيني لا يسمح له بالعمل في المؤسسات الكبرى دون اجازة تسمح له العمل فسي مؤسسة واحدة فقط . والحصول على الاجازة يكلفه مقدار معاش شهري في السنة . ولا يسري عليه بالطبع الضمان الاجتماعي وكل مستبعاته رغم دفعه الرسوم المترتبة . وفي المؤسسات الصغيرة يبدأ التعسف وجها لوجه بين رب العمل والعامل فيصرف كيفيا دون أن تدفع لسه التعويضات ولا أجور الاجازات ولا يحق للعمال بالطبع الانتماء الى النقابات . أما وضع العمال السوريين فلا يختلف بشيء فمعظمهم ينزح من الريف السوري ويأتي الى لبنان هربا عبر الحدود دون الحصول على رخصة عمل مما يتيح لأرباب العمل استنزافهم بشكل تام وتشغيلهم 12 ساعة عمل ولدى أي تمرد يتم تسليمهم الى خفر الحدود السورية حيث يوزع بهم في السجون لبضعة أشهر لمخالفتهم قانون سيادهم . أما المخيم فعباره عن أكواخ متراصة من المفيح الممتد ، تسري على جوانبها المجاري المكشوفة ، ملعب أطفال المخيم الوحيد . ويكتظ في كل كوخ من 6 الى 8 أشخاص وعلى محاذاة المخيم يقوم عالم آخر من البشائيات العمرية والقصور الفخمة تلتف المخيم وتحصره في عالم من البؤس المدقع .

وعلى امتداد عشرين عام حتى سنة 69 كان المخيم مرتعا لقوى الدرك والاستخبارات اللبنانية . وكانت القوانين تحرم على سكان المخيمات التحدث بالسياسة أو استقبال الضيوف دون اذن من الشعبة الثانية ، أو الانتقال الى مخيم آخر دون تصريح رسمي ، والتجمع في الطرقات لأكثر من 5 أشخاص وكان يحظر التجول بعد الساعة التاسعة ليلا ولا يحق للكوخ الواحد استخدام أكثر من 8 ألواح من التنك ...

وجاءت سنة 69 لتشكل منعطف في تاريخ المخيم فبدية معسكرات التدريب كنشيت كلاب السلطة وقوانينهم وبدأ تل الزعتر بتنفس المعدا في ظل التواجد المسلح للمقاومة الفلسطينية الذي لم يتحقق سوى عبر معارك المواجهة اليومية في الشارع كان أبرزها 23 نيسان 69 حيث سقط العديد من اللبنانيين قتلى دفاعا عن الوجود المسلح للمقاومة . الا أن التعارض وان لم يبدو تناحريا بدأ يتضح منذ البداية

في رؤية كل طرف لاستخدام السلاح فلم تكن قيادة المقاومة تريد المساس بقوانين السلطة السرجوازية أو على حد قولها : "نقل الصراع القومي مع اسرائيل الى داخل البلاد لخلق المشاكل بين الاخوة وأبناء الشعب الواحد في لبنان" . (أية أخوة بين المستقلين والمستقلين)

بينما نقل العمال السلاح الى قلب المصنع ليرفعوا عن كاهلهم وحشية الاستغلال وشراسة القمع ... فبدأت الاضرابات المسلحة فزيادة الاجور تتم بقوة السلاح . ولجان حماية الاضراب كذلك ولم يعد بإمكان رب العمل طرد العمال كيفيا . باختصار لم يعد سيد الموقف في مصنعه . وقد عممت هذه الحالة لتشمل مناطق أوسع من النبعة والمسلخ وبرج حمود والكرنتينا وسائر الاحياء الشعبية من الفاحية الشرقية لحزام البؤس فارفعت أصوات البرجوازية من حينه تطالب بإعادة المخيم الى حجمه الفعلي وكثير الكلام عن ازدواجية السلطة في البلاد وعبرت تصريحات زعماء الكتائب في سنوات ال 70 عن هذا الواقع مشيرة الى تخطي العمال سلطة وافق المقاومة نفسها : "الدولة مغلوقة على أمرها ... هناك دويلات وجيوش غير رسمية وغير منضبطة



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

الأممي

الشيوعي

الحزب

لسان

جوليه 1980 - عدد 10

الثنى : فرنسا 3 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 مليم

حول المظاهرات الأخيرة في الجزائر

من المؤكد بأن المظاهرات التي حدثت في القبائل والعاصمة الجزائرية تعود الى مسألة الاضطهاد الثقافي واللغوي التي يعاني منها الناطقون باللغة البربرية والبالغ عددهم خمسة ملايين مواطن اذا ما شملت الشاوية والطوارق. هذه الحقيقة عثرت عنها شعارات من نوع : أوقروا الفصح الثقافي* .

ولكنه من الخطأ اللانرى في هذه الاحداث سوى هذا الجانب فحسب كما تفعل لجنة الدفاع عن الحقوق الثقافية في الجزائر . فان مظاهرات القبائل* تعتبر أيضا على الأخص عن الاستياء الاجتماعي الذي ما فتئ يتعاظم خلال السنوات الأخيرة والذي غذى النفمة الشعبية والعمالية التي اعتاد النظام تفنيتها وحرقها نحو الخط الاحمرى المزعوم . (مثل قضية الصحراء ،

ورواية عن واضعي قنبلة في مركز جريدة المجاهد الخ ...) والدليل على ذلك بأن المتظاهرين كانوا يهتفون مثلاً بركنا من الظلم* (كفاينا ظلما) . وكان طلاب أزاركا يهتفون بكل جرأة في وجه الدرك الذين طوفونهم : بركنا من عيشة المينيريريا والحقرا* (كفاينا بؤسا وخفوعا)

ان ما حدث في منطقة القبائل ليس سوى مثال لما يضيح في جسم الحركة الاجتماعية . وهي تثير لما تشهني اليه موجة الاسياء الاجتماعي التي لن توفر في مدها اية زاوية في البلاد مهما بلغ تخلفها . ان منطقة القبائل هي في الواقع احدى مناطق البلاد التي اصابتها التأثيرات الكارثية للاستعمار الفرنسي في الجزائر . ولقد اضيف عامل الظروف الطبيعية القاسية جدا في هذه المنطقة الجبلية بمعظمها الى عامل عز البرجوازية الجزائرية عن القيام بأقل اصلاح زراعي رغم تصريحاتها الطنانة والجوفاء . ومن الطبيعي الا يكون الاستغلال قد قدم للجماهير على المستوى الاجتماعي الشئ الكثير .

اننا نشهد منذ تلك الفترة اتجاها شتد وطأته لافكار الجماهير الفلاحية التي يغذى بها على هذا النحو من الريف . والنزوح الريفي الذي ينتج عن ذلك يميل الى حد هائل . وهكذا نجد في ولاية تيزي وزو بأن كل تشغيل منتج من بين ثلاثة موجود في فرنسا وكل تشغيل منتج من بين أربعة عاطل عن العمل . مع العلم بأن منطقة ستيف وقسنطينة تقدم 60 ٪

(يتبع ص 22)

في ذكرى صمود بروليتاريا تل الزعتر

في مثل هذا الوقت من عام 1976 ما بين 22 جوان (حزيران)

و 12 آب (أوت) كان مخيم تل الزعتر يعيش لحظات حصاره العصبية ويصارع في صمود بطولي نادر يعيد الى الذاكرة بسطولة الكومونيين ، شراسة البرجوازيين السوريين واللبنانية وتخلي الغداة ومساومتهم على دماء الجماهير . فقد سجلت الجماهير بدمائها ملحمة

بطولة و تحدي في مواجهة عنيدة خلال 52 يوما من الحصار ضد اليمين اللبناني وعد حفاقل الجيش السوري وما تبقى من جيش السلطة اللبنانية (جيش بركات) . وقد صمدت فوافل الحياض من الجماهير العمالية رغم عدم التكافؤ في ميران القوى عسكريا ورغم العطش والجوع والأمراض التي عصفت بهم طيلة شهرين دون أن تحرك قيادة المقاومة الفلسطينية ساكتا بل تركتهم يذبحون أمام عينيها في حين كانت تتفاوض على أبواب الانظمة الرجعية في الرياض والقاهرة لتعاهدهم بأن تسير على السراط المستقيم في معاداة الجماهير وخيانتها .

وقبل أن نفوس في عمق التحليل لا بد لنا من وقفة سريعة

أمام تاريخ المخيم وبنيته الاجتماعية .

ليست سنوات الحرب الاهلية 75 - 76 ، في الواقع سوى حلقة من

حلقات المواجهة الطبقة اليومية بين سكان المخيم والسلطة اللبنانية . بدأت تشتد وتأخذ طابعا عنيفا منذ عام 68 - 69 مع دخول المقاومة الفلسطينية الى لبنان . ولم يكن حجم تل الزعتر في عام 1950 ليشكل عنصر تهديد للبرجوازية اللبنانية فيما كان يفتصر على 400 لاجئ فلسطيني . انما وجوده في قلب المنطقة الصناعية جعل

منه نقطة تجمع للمنازحين من الأرياف الفقيرة فوصل عددهم في سنة

1972 الى 14000 نسمة وبلغوا عند دخول الحرب الاهلية 30 ألف

نسمة يشكل الفلسطينيون نسبة 60 ٪ منه والباقي من اللبنانيين

والعمال السوريين والحصريين . ومنطقة تل الزعتر تقع في مركز

صناعي يضم 29 ٪ من عدد معامل لبنان و 23 ٪ من مجمل الرساميل

موظفة في الصناعة و 22 ٪ من عدد العاملين في مؤسسات صناعية ...

كان المخيم ينتعشون بغالبيتهم الساحقة الى الطبقة العاملة وهم (يتبع ص 23)